

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### PISCINES DESJOYAUX S.A.

Société Anonyme au Capital de 6.940.520,00 Euros  
Siège Social : La Gouyonnaire (42480) LA FOUILLOUSE  
351 914 379 RCS SAINT ETIENNE

#### BILAN CONSOLIDE ET ANNEXES AU 31/08/2008

#### Attestation du responsable du rapport

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à La Fouillouse, le 28 novembre 2008

Jean Louis Desjoyaux  
Président Directeur Général

#### RAPPORT DE GESTION SOCIAL CONSOLIDE

### 1. ACTIVITE

#### Positionnement de marché et métiers du Groupe

##### > Positionnement de marché

Actuellement, le marché de la piscine comprend principalement les segments de marché suivants :

<i>Type de localisation</i>	<i>Type de piscine</i>	<i>Type d'utilisation</i>	<i>Marchés connexes</i>
<b>Extérieur</b>	<b>Enterrée</b>	<b>Individuelle</b>	<b>Rénovation</b>
<b>Intérieur</b>	<b>Semi-enterrée</b>	<b>Collective</b>	<b>Equipements accessoires</b>
	<b>Hors sols</b>	<b>Publique</b>	<b>Sauna / SPA Abris</b>

Le Groupe Piscines Desjoyaux s'est imposé progressivement, sur le marché de la piscine enterrée (extérieur / intérieur ; individuelle / collective), dont il est à l'origine et a su développer une très large gamme d'articles périphériques (équipements / accessoires ; sauna / SPA ; abris). Le Groupe est également positionné sur la rénovation de piscines.

##### > Métiers et savoir faire du Groupe

Son savoir-faire et sa marque reposent sur deux concepts clés qui ont fait son succès depuis la construction de la première piscine par Jean Desjoyaux en 1966 :

##### - Le coffrage permanent actif

Il garantit la solidité du bassin grâce à l'alliance des techniques de transformation de matières plastiques et du béton.

Fabriqué en polypropylène, il est injecté avec des matériaux plastiques composites, désormais issus à 100% de matières recyclées, un procédé qui le rend imputrescible et facile à manipuler.

Destiné à recevoir du béton, il garantit la résistance de l'ouvrage, notamment au gel et aux mouvements de bassin.

##### - La filtration sans canalisation

Elle réduit considérablement les risques de fuite et de perte de charge liés à l'absence de canalisations.  
Le groupe de filtration est complètement indépendant de la structure et peut être déposé, stocké dans un endroit sec pour un hivernage total du bassin.

### Produits commercialisés et clientèle du Groupe

#### > Produits commercialisés

Desjoyaux a forgé son succès sur la piscine standard familiale, "prête-à-plonger" fort d'un excellent rapport qualité/prix. Aujourd'hui, c'est au niveau mondial que la clientèle a été séduite par ce concept. La maturation du marché français et de certains marchés étrangers ont révélé d'autres besoins, incitant la marque à élargir son offre à d'autres segments de marché. En se diversifiant ainsi, le groupe affirme son ambition d'apporter une solution globale 100 % Desjoyaux à chaque futur acquéreur de piscine dans le monde.

#### - La piscine en kit

La piscine en kit constitue une offre d'entrée de gamme s'inscrivant dans le segment du "do it-yourself".

#### - La piscine standing

Des piscines toutes formes, toutes dimensions et toutes options confort. Une offre qui répond à la demande de produits plus sophistiqués sur le segment du prêt-à-plonger.

#### - La piscine collective

Un segment qui continue à être très porteur.

#### - La rénovation

L'augmentation du parc de piscines dans le monde entraîne un développement du segment de la rénovation tant en piscines collectives que privées.

#### - Les équipements et l'entretien

Volet roulant, robot, barrière, alarme, abris bas, éclairage, pompe à chaleur, spa, sauna.... Desjoyaux affirme son statut de généraliste de l'environnement piscine en déclinant son savoir-faire à travers toute une gamme d'équipements et d'accessoires. Une vraie source de croissance pour le groupe.

#### - La clientèle du Groupe

La clientèle du Groupe est principalement constituée de particuliers.

Le Groupe s'appuie sur deux réseaux de distribution :

En France :

- les concessionnaires exclusifs
- les magasins en propre. Au 31/08/2008, le Groupe possède 9 magasins en France.

En Espagne : la société filiale DISA exploite deux magasins (DPB et DPG) en propre et anime un réseau de distributeurs.

En Allemagne : la société filiale Desjoyaux Deutschland GmbH anime un réseau de distributeurs.

Pour les autres pays : la distribution des produits est assurée par des importateurs exclusifs.

#### > Un développement stratégique

Sur le plan commercial, Desjoyaux dispose d'un réseau de 161 points de vente en France.

A l'export, les produits sont distribués dans 74 pays.

Sur le marché français, toujours plus concurrentiel, le groupe en France maintient sa position de N°1 malgré un recul de ses réalisations.

Sur le segment de la piscine collective, la demande se maintient en nombre de bassins vendus.

Dans le segment de la rénovation, le système Desjoyaux permet d'offrir une réalisation efficace et performante pour tous types de bassins.

### 2. FAITS MARQUANTS concernant l'exercice écoulé : un programme d'investissement ambitieux

Le groupe a procédé, tant par acquisitions d'immobilisation que par le biais de contrats de location financement, à des investissements d'un montant global d'environ 22 M€.

Ces investissements concernent pour l'essentiel :

Une presse 6000 T, son atelier et son environnement robotisé: 10,1 M€

Construction d'un hangar logistique de 10 000 m<sup>2</sup>: 2,8 M€

Contrat d'utilisation d'une machine pour fabrication des liners : 2,4 M€

Mise en place d'un nouvel ERP : 1,7 M€

Ces investissements ont pour principal objectif une augmentation significative de la productivité, et par voie de conséquence une baisse des prix de revient.

A cet égard :

Notre nouvelle presse s'accompagne d'un environnement entièrement robotisé qui rend possible la réalisation de pièces de taille et de volume importants et notamment l'injection du nouvel escalier « tonic injecté » qui viendra élargir la gamme des filtrations DESJOYAUX.

La nouvelle plateforme logistique poursuit l'objectif de diminuer notre sous-traitance dans ce domaine.

Notre partenariat au Moyen-Orient pour la fabrication des feuilles PVC devrait permettre une baisse des prix de revient sensible sur ces produits.

L'investissement informatique engagé sur l'exercice antérieur, opérationnel depuis janvier 2008, permettra une meilleure gestion des stocks et prix de revient. Ce nouveau système a permis une interconnexion globale des différents services.

Ces investissements ont été autofinancés à hauteur de 10 M€ sur l'exercice.

Comme nous vous en avons informé lors de la précédente assemblée annuelle la société FOREZ PISCINES a pris en location gérance le fonds de commerce et d'industrie de fabrication de dallages et margelles de la société DAMAFOR filiale du groupe.

Le nombre de points de vente sur le territoire national est globalement resté stable sur l'exercice.

### 3. ANALYSE DE L'ACTIVITE DE L'EXERCICE ECOULE

Normes IFRS	31/08/2008 (en M€)	31/08/2007 (en M€)	Evol. N/N-1	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	93.1	99.19	-6.09	-6%
Résultat opérationnel	10.1	14.2	-4.01	-29%
Marge opérationnelle*	10.83%	14.27%		
Résultat net de l'ensemble consolidé	6.26	11.02	-4.76	-43%
Résultat net part du Groupe	6.25	10.96	-4.71	-43%
Marge nette **	6.72%	11.11%		
Rentabilité des capitaux propres ***	9.62%	17.40%		
Trésorerie nette	9.15	13.53	-4.38	-32%
Capitaux propres	65.09	63.35	1.74	3%
Net Gearing****	21.16%	-1.88%		

\* marge opérationnelle = résultat d'opérationnel /chiffre d'affaires

\*\* marge nette = résultat net de l'ensemble consolidé / chiffre d'affaires

\*\*\* rentabilité des capitaux propres = résultat net de l'ensemble consolidé / capitaux propres

\*\*\*\* Net gearing : Endettement net / capitaux propres

Endettement Net = Dettes financières brutes – trésorerie nette

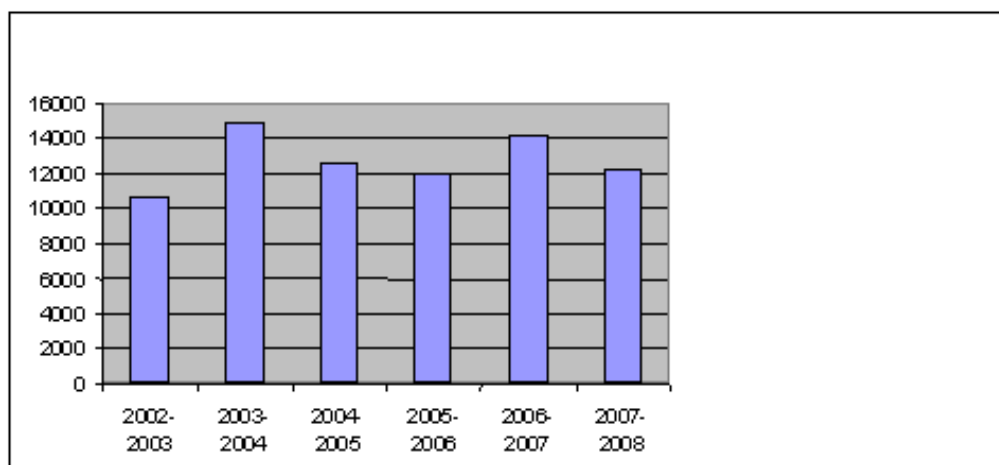
### Chiffres d'affaires : bonne résistance à l'export

#### > Evolution du chiffre d'affaires par trimestre

Normes IFRS	31/08/2008 (en M€)	31/08/2007 (en M€)	Evol. N/N-1	
			(en M€)	(en %)
1er trimestre	19.71	19.61	0.1	1%
2ème trimestre	17.26	19	-1.74	-9%
3ème trimestre	31.7	35.22	-3.52	-10%
4ème trimestre	24.51	25.36	-0.85	-3%
Total	93.18	99.19	-6.01	-6%

	2007/2008	2006/2007	Variation
Piscines France	57 524	64 427	-11%
Piscines Export	35 661	34 767	3%
<b>Total France et Export</b>	<b>93 185</b>	<b>99 194</b>	<b>-6%</b>

#### > Nombre de bassins vendus en équivalent 8 x 4





DDG								
DISA								
DPB								
DPG								

**Perspectives d'avenir**

Eu égard au contexte actuel de crise économique mondiale, le groupe prévoit pour l'exercice prochain la réalisation d'un Chiffre d'affaires comparable à celui réalisé sur l'exercice 2007/2008, sans pour autant exclure l'hypothèse d'un léger recul.

Le Groupe prévoit une reprise de la croissance de l'ordre de 5% sur l'exercice 2009-2010.

Après avoir investi 22 millions d'Euros sur l'exercice écoulé, le groupe met en place une stratégie axée sur l'optimisation de sa productivité :

- Baisse des coûts d'exploitations : frais généraux, achats et sous-traitance industrielle.
  - Optimisation de l'outil industriel : les récents investissements permettront d'alléger les coûts logistiques, de fabrication et de productions.
- Aussi, la réduction des coûts industriels devrait améliorer sensiblement la marge d'exploitation

	Capital social	Capitaux propres avant affectation	% de Contrôle	Date de clôture du dernier exercice	CA HT de l'exercice	Résultat d'exploitation du dernier exercice clos	Résultat exceptionnel du dernier exercice clos	Résultat de l'exercice
VIP	8	-530	96,00	31/08/2008	307	- 99	-3	- 109

**Perspectives d'avenir**

Le groupe s'interroge sur la cessation de cette branche d'activité non significative.

	Capital social	Capitaux propres avant affectation	% de Contrôle	Date de clôture du dernier exercice	CA HT de l'exercice	Résultat d'exploitation du dernier exercice clos	Résultat exceptionnel du dernier exercice clos	Résultat de l'exercice
Desjoyaux sarl	73	391	99,60	31/08/2008	55	- 62	néant	- 30

**Perspectives d'avenir**

N'ayant plus d'activité propre actuelle, le groupe étudie le rapprochement de cette branche avec la branche immobilière DIF.

	Capital social	Capitaux propres avant affectation	% de Contrôle	Date de clôture du dernier exercice	CA HT de l'exercice	Résultat d'exploitation du dernier exercice clos	Résultat exceptionnel du dernier exercice clos	Résultat de l'exercice
D.P.F.	40	-925	95,00	31/08/2008	0	-92	-1 435	- 1029
DPS								
DP 78								
DP 95								
DP LYON								
DP NANTES								
DP 77								
DPC								
DP 59								
DP 31								

**Perspectives d'avenir**

Conformément à la stratégie de maillage du territoire Français, la branche DPF du Groupe poursuit son activité d'ouverture de points de vente « en propre » selon les besoins, spécificités et opportunités locales.

	Capital social	Capitaux propres avant affectation	% de Contrôle	Date de clôture du dernier exercice	CA HT de l'exercice	Résultat d'exploitation du dernier exercice clos	Résultat exceptionnel du dernier exercice clos	Résultat de l'exercice
D.I.F CAPUCINE	40	-2	99,75	31/08/2008	115	30	néant	- 16

#### Perspectives d'avenir

La branche immobilière (acquisition, gestion location) du Groupe verra son activité dynamisée par les projets de portage immobiliers des points de vente.

— Dépenses visées à l'article 39-4 du CGI

Il a été enregistré au résultat fiscal, en application des dispositions de l'article 39-4 du CGI une somme de 30 234 €. L'impôt correspondant à cette dépense s'élève à 10 411 € (34.43%).

#### 4. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les principes retenus pour l'établissement des comptes consolidés sont conformes aux normes IFRS adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 31 août 2008.

La description détaillée des règles et méthodes comptables figure en annexe des comptes consolidés.

Il est néanmoins précisé que dans le but de rendre comparable la présentation du compte du résultat de l'exercice 2006/2007 à celle de l'exercice 2007/2008, la sous-traitance classée de manière comptable lors de l'exercice 2006/2007 en « charges externes » pour la somme de 12 986 K€ a été reclassée vers les « achats consommés ». Ce reclassement de présentation conduit à améliorer l'information, à la lecture du compte de résultat, sur la consommation d'achats entrant dans le processus de production.

#### 5. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Il n'est pas intervenu depuis le 31 août 2008 d'évènement susceptible d'avoir une influence notable sur les comptes du groupe.

Les perspectives d'activité 2008 2009 du Groupe seront à n'en pas douter impactées par le ralentissement économique actuel. La proportion pour laquelle le groupe subira cette baisse ne peut être cependant évaluée avec précision. Le groupe s'est par ailleurs engagé dans une démarche systématique de réduction de ses charges de structure.

#### 6. PERSPECTIVES

Tout en abordant avec prudence le début de l'exercice en cours dont les réalisations sont à nouveau en baisse par rapport à celles de la même période de l'exercice antérieur, nous constatons une baisse sensible de l'ensemble des matières premières intégrées dans nos fabrications (plastique, aluminium...), ce qui devrait préserver notre niveau de notre marge opérationnelle.

Les objectifs relatifs au développement à l'exportation ainsi qu'au maillage du territoire national antérieurement fixés, savoir :

- Part de notre CA export à hauteur de 50%

- Atteinte d'un nombre de 185 points de vente sur le territoire français,

Ont du être revus pour tenir compte de la récession. Pour autant, ceux-ci demeurent stratégiques pour le groupe.

La crise actuelle et l'évolution du marché nous conduisent à mettre l'accent sur :

- La baisse de notre Besoin en Fonds de Roulement, notamment par une rationalisation de nos stocks et par une meilleure maîtrise de notre crédit « fournisseurs »,

- Et la baisse de nos prix de revient par une utilisation optimisée de nos investissements,

#### 7. ACTIVITE R&D

Sur l'année civile 2007 le Groupe a bénéficié d'un crédit impôt recherche de 56 807 €.

Au cours de l'exercice, un certain nombre d'améliorations techniques ont été apportées à nos produits de filtration.

En outre notre département R&D a procédé au référencement de nouveaux équipements périphériques de type : alarmes, pompes à chaleur, électrolyseurs dont la présence dans notre offre de produits améliore nos avantages concurrentiels.

L'activité du département Recherche & Développement s'oriente pour l'exercice en cours sur deux axes principaux :

- Optimisation de la conception de la gamme de produits pour rechercher les gains sur les performances intrinsèques et la diminution de leur prix de revient.

- Elargissement de la gamme par la conception de nouveaux produits innovants et répondant à l'évolution du marché.

Le service R&D dispose d'un effectif de 11 personnes (équivalent temps plein) ainsi que d'un budget annuel de 750 K€.

#### 8. PRESENTATION SOCIALE DU GROUPE

##### Effectif du Groupe

L'effectif du Groupe Piscines Desjoyaux au 31 août 2008 s'élève à 227 personnes, soit une baisse de 3.8 % par rapport à l'effectif au 31 août 2007.

	Au 31/08/2008		
	CDI	CDD	Total
PISCINES DESJOYAUX SA	11	0	11
FOREZ PISCINES	154	9	163

VIP	1	0	1
DESJOYAUX IBERICA (DISA)	19	0	19
DESJOYAUX DEUTSCHLAND DDG	2	0	2
DESJOYAUX PISCINES SAINT ETIENNE (DPS)	8	1	9
DESJOYAUX PISCINES 78 (DP 78)	2	0	2
DESJOYAUX PISCINES 95 (DP 95)	3	0	3
DESJOYAUX PISCINES LYON (DPL)	4	0	4
DESJOYAUX PISCINES NANTES (DPN)	3	1	4
DESJOYAUX PISCINES CAEN (DPC)	2	0	2
DESJOYAUX PISCINES 77 (DP77)	3	0	3
DESJOYAUX PISCINES MARCQ EN BAROEUL (DP59)	1	0	1
DESJOYAUX PISCINES 31 (DP31)	3	0	3
<b>TOTAL</b>	<b>216</b>	<b>11</b>	<b>227</b>
<b>Pourcentages</b>	<b>95%</b>	<b>5%</b>	<b>100%</b>

La masse salariale représente 12.3 % du chiffre d'affaires (11.8 % en 2006/2007)

Répartition par catégories	
Cadres	60
Etam	97
Ouvriers	70
Répartition par sexe	
Hommes	163
Femmes	64

Concernant l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes du Groupe, il convient de rappeler que la base de calcul des augmentations individuelles et collectives de salaire, les bases de calcul de l'intéressement et de la participation aux bénéfices sont strictement identiques pour les hommes et les femmes salariés du Groupe.

Le groupe Piscines Desjoyaux est un groupe jeune. En effet, la moyenne d'âge du groupe avoisine les 38 ans.

## Organisation du temps de travail

### > Effectif et Heures supplémentaires

Les heures supplémentaires effectuées dans le Groupe au cours de l'exercice 2007/2008 s'élèvent à 3 220 heures.

Heures supplémentaires	presses	logistique	DAMAFOR	S.A.V	Liners	Panneaux	Abris	Services administratifs	TOTAL
Heures à 125 %	799,5	170,75	155,50	75	160,75	149	1330,75	210	3051,25
Heures à 150 %	24,5	3	7	13	7	23,25	91		168,75
<b>TOTAL</b>	<b>824</b>	<b>173,75</b>	<b>162,5</b>	<b>88</b>	<b>167,75</b>	<b>172,25</b>	<b>1421,75</b>	<b>210</b>	<b>3220</b>

Selon l'accord d'entreprise en vigueur, une modulation du temps de travail est en place en France. Il existe 3 périodes sur l'année.

Une période à 31 h, une période à 35 h et une période à 39 h.

166 personnes en CDI sont présentes dans l'Unité Economique et sociale DESJOYAUX au 31/08/08. 14 personnes également en CDI ont quitté le groupe au cours de l'exercice. 6 licenciements sont à déclarer sur la même période. Aucun licenciement n'a été effectué pour motif économique. Le Turn Over atteint un taux de 8.43 %.

### > Absentéisme / accidents du travail / arrêts maladie

Le pourcentage d'absentéisme du groupe en France sur l'exercice 2007/2008 est de 5 %. Les accidents du travail correspondent à 578 jours non travaillés soit 1.45 %. L'invalidité concerne 1 personne, ce qui correspond à 228 jours non travaillés soit 0,56%. Les arrêts maladie représentent 900 jours non travaillés soit 2.26 %, les arrêts Maternité/Paternité 289 jours soit 0.72 %.

Soit un total de 1995 jours non travaillés au cours de l'exercice, ce qui représente un taux d'absentéisme de 5 %.

### > Organisations syndicales

Deux organisations syndicales sont représentées au sein du groupe Desjoyaux. Ces deux structures sont également présentes sur le plan national. Les partenaires syndicaux rencontrent plusieurs fois dans l'année les membres de la Direction au cours de réunions telles que les Négociations Annuelles. Lors des négociations salariales annuelles, sont signés des accords d'entreprise. Sont actuellement en vigueur au sein du groupe Piscines Desjoyaux,

un accord de Participation signé en 1994, un accord sur la réduction du temps de travail (Aménagement des 35 Heures) signé en 2000, avec un avenant complémentaire signé le 28 novembre 2007, et un accord d'intéressement signé en 2003, renouvelé le 30 novembre 2006.

#### > Charges de personnel de l'exercice

Les charges du personnel au 31/08/08 représentent 11 460 K€. Au 31/08/07, les charges du personnel s'élevaient à 11 652 K€. Soit une baisse de 1.65 % des frais de personnel.

#### > Conditions d'hygiène et de sécurité

Il existe un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au sein du groupe Piscines Desjoyaux qui se réunit selon les obligations légales en vigueur.

### Intéressement et participation

#### > Intéressement

L'accord d'intéressement qui a été mis en place en 2003 au sein de l'Unité Economique et Sociale Desjoyaux, est conclu pour 3 exercices. Il a été renouvelé le 30 novembre 2006. Il s'appliquera aux trois exercices clos en 2007, 2008 et 2009. Il prévoit le partage de résultats découlant d'une mesure d'indicateurs d'activités et de productivité répartis en 5 entités dans l'entreprise.

Dans le même temps, un Plan Epargne Entreprise a été mis en place au sein du groupe.

#### > Participation

L'accord de participation auquel adhère la société prévoit de retenir le calcul le plus intéressant entre la participation sur les comptes consolidés, et l'addition des participations de chaque société du groupe. Au 31/08/08, le résultat de Forez Piscines donne droit à une participation qui a été répartie sur chaque société à hauteur des salaires y ouvrant droit.

### Relations professionnelles

#### > Conventions collectives

Deux conventions collectives sont actuellement appliquées au sein du groupe : La convention collective de la Plasturgie pour les sociétés Forez Piscines, Piscines Desjoyaux SA et V.I.P. et la convention collective des Carrières et Matériaux pour la société DAMAFOR.

#### > Comité d'entreprise

Le Groupe Piscines Desjoyaux dispose d'un seul comité d'entreprise pour l'ensemble des sociétés du Groupe.

#### > Emploi et insertion des travailleurs handicapés

Le groupe Piscines Desjoyaux ne déclare aucun salarié handicapé dans ses effectifs. Forez Piscines S.A. entretient cependant des relations professionnelles étroites avec des ESAT (Centres d'aide aux travailleurs).

#### > oeuvres sociales

La politique relative aux oeuvres sociales au sein du groupe en France, correspond au versement d'une contribution légale en faveur du Comité d'entreprise. Le Budget alloué aux oeuvres Sociales est de 67 362 €.

#### > Formation Continue

Le budget consacré à la formation professionnelle sur l'exercice 2007/2008 s'élève à 138 K€.

Les formations suivies par le personnel du Groupe au titre de l'exercice écoulé sont les suivantes :

Langues	3
Informatique	13
Technique	43
Autorisations / Habilitations	24
Juridique	1
Gestion Ressources Humaines	3

#### > Temps partiel

Nous dénombrons un seul salarié au sein du groupe travaillant à temps partiel.

#### > Importance de la sous-traitance

Le Groupe Piscines Desjoyaux fait appel à 24 sous-traitants.

#### > Recrutement

Les recrutements effectués sur l'exercice écoulé ne sont pas significatifs car peu nombreux et concernant essentiellement des remplacements poste pour poste.

## 9. DEVELOPPEMENT DURABLE

#### Produit

La structure des piscines DESJOYAUX est 100% issue de matières recyclées mélangées à des charges minérales pour partie. L'installation broyage de l'Usine permet de recycler actuellement 5000 tonnes de matières par an et bénéficie d'un potentiel de 9000 tonnes.



Le système de filtration sans canalisation évite le rejet à l'égout d'eau traitée (notamment au chlore) tout en permettant une consommation d'énergie maîtrisée car il supprime toute perte de charge qui serait liée à l'utilisation de circuits de canalisation.

### Management

La hiérarchisation simplifiée de l'encadrement (la totalité des services est reliée directement à la Direction Générale) alliée à une pratique élevée du management de projet, favorisent les développements professionnels et personnels et ont pour principaux effets de :

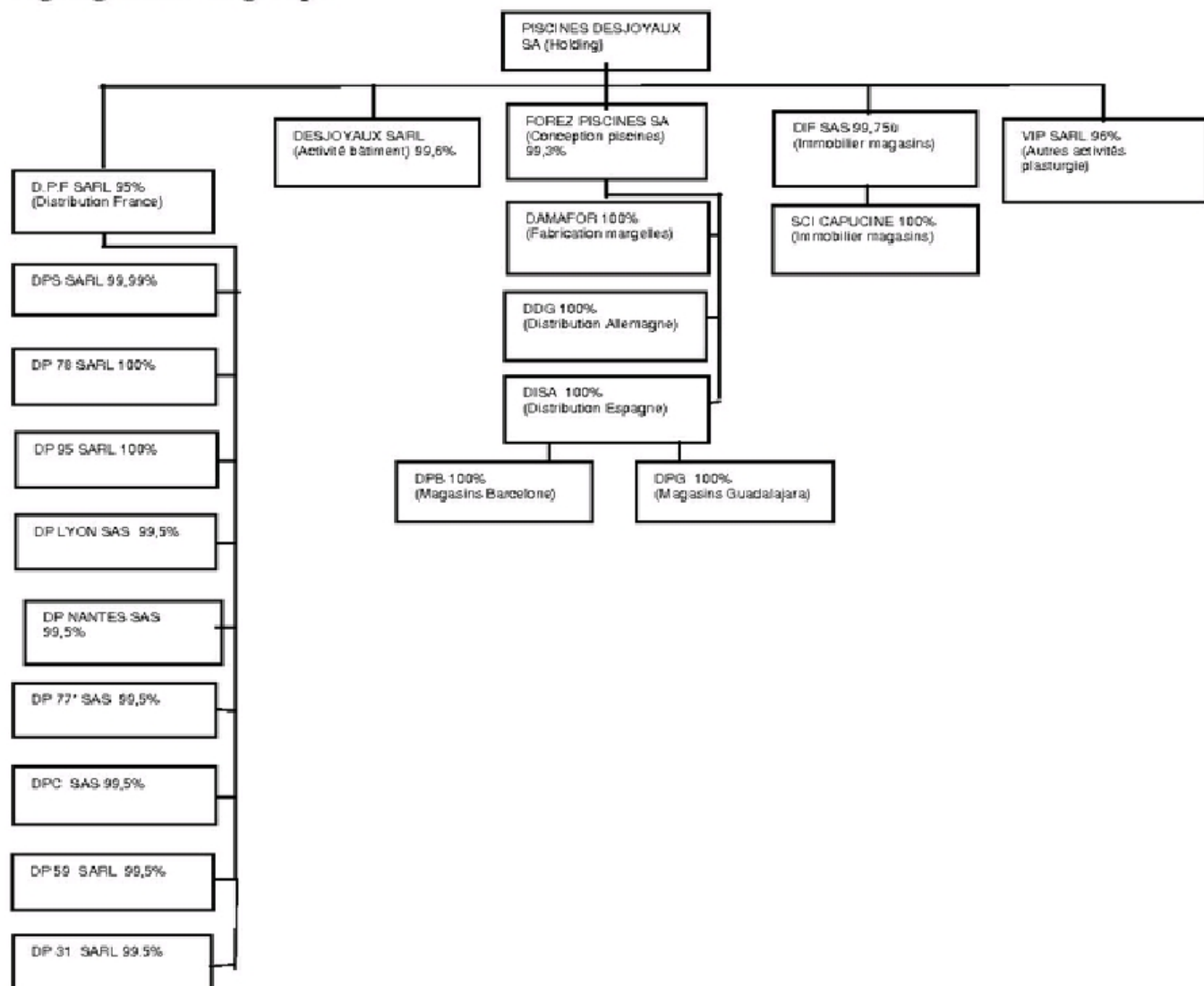
- transversaliser les compétences de chaque collaborateur,
- fluidifier la circulation verticale des informations,
- augmenter les échanges horizontaux et ainsi éviter les cloisonnements inter-services.

### Relation Client

Le service satisfaction client comprend une cellule hot-line en interne ainsi qu'une équipe dédiée au traitement des demandes clients. Ainsi, le Groupe offre à ses clients la garantie que toutes leurs demandes soient traitées et bénéficient d'une réponse dans les meilleurs délais.

## 10. GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

### Organigramme du groupe



### Informations environnementales

#### > Consommation des ressources

	Forez Piscines / DA.MA.FOR	Piscines Desjoyaux	Total
--	----------------------------	--------------------	-------

Eau	6 292 m3		6 292 m3
Electricité	4 675 038 kW	459 662 kW	5 134 700 kW
Gaz	2 285 752 kW		2 285 752 kW

> **Mesures prises pour améliorer les éléments suivants :**

**Condition d'utilisation des sols** : autorisation préfectorale dans le cadre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Efficacité énergétique et recours aux énergies renouvelables** : installation de free-cooling permettant d'économiser de l'électricité pour le refroidissement des presses à injecter et des moules ;

**Rejets dans l'air, l'eau ou le sol affectant gravement l'environnement** : pour le refroidissement des pièces plastiques, le Groupe Piscines Desjoyaux a mis en place des installations de circulation d'eau en cycle fermé, afin de limiter la consommation d'eau et les rejets. Pour l'usine DAMAFOR, des mesures ont été faites par un laboratoire spécialisé de la qualité de l'eau servant au nettoyage des installations de fabrication du béton, après décantation et avant rejet dans le réseau communal.

**Nuisances olfactives et sonores** : lors de son installation sur le site de la Fouillouse, le Groupe Piscines Desjoyaux a entrepris des travaux de mise aux normes de ses installations pour tout ce qui concerne les nuisances sonores, la pollution des sols, fumées et traitement des eaux ;

**Déchets** : le Groupe Piscines Desjoyaux recycle ses déchets de production de matière plastique. De plus, il a signé un contrat avec VALORPLAST pour le recyclage des flacons en PEHD, provenant du tri sélectif. L'installation de recyclage actuelle va être remplacée par une nouvelle installation de capacité plus importante et de technologie innovante. En effet, les poussières de plastique produites lors du broyage sont recyclées et agglomérées dans les « pellets » produites.

> **Mesures prises pour limiter les atteintes à l'équilibre biologique (milieu naturel, espèces animales ou végétales menacées)**

Le Groupe Piscines Desjoyaux sous-traite à une société spécialisée le traitement et le recyclage, si possible, de ses déchets industriels, bois, papiers, cartons, métaux, gravats et divers, afin de minimiser tout rejet ou pollution.

> **Démarches d'évaluation ou de certification entreprises en matière d'environnement**

Le Groupe Piscines Desjoyaux est autorisé par la Préfecture de la Loire à exploiter une installation de fabrication de piscines sur son site de la Fouillouse. Cet arrêté préfectoral a été pris au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

> **Mesures prises pour assurer la conformité de l'activité de la société aux dispositions législatives ou réglementaires applicables en matière d'environnement**

Dans le cadre de cet arrêté, la Préfecture de la Loire a imposé au Groupe Piscines Desjoyaux la réalisation de travaux pour mises aux normes de ses installations (nuisances bruits, pollution des sols, fumées, traitement des eaux).

> **Existence au sein de la société de services internes de gestion de l'environnement, formation et information des salariés**

Ces informations sont relayées dans l'entreprise par le C.H.S.C.T (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail).

> **Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement**

Néant

> **Montant des indemnités versées au cours de l'exercice en exécution d'une décision judiciaire en matière d'environnement**

Néant

> **Objectifs assignés aux filiales à l'étranger**

Néant

10.

### Choix et modalités d'exercice de la Direction Générale

Le Président du Conseil d'administration est désigné pour assurer la Direction Générale de la société.

Au cours de l'exercice, aucun engagement n'a été pris par la société au profit de ses mandataires sociaux et aucune délégation n'a été utilisée ni accordée au PDG.

### Liste des mandats et fonctions exercées par les mandataires sociaux

FONCTIONS PISCINES DESJOYAUX SA		AUTRES MANDATS (groupe et hors-groupe)	
Jean-Louis DESJOYAUX	Président Directeur Général	<b>Groupe</b>	
		DAMAFOR	Gérant
		DISA (Espagne)	Président
		FOREZ Piscines SA	Président Directeur Général
		DIF SAS	Président
		DPF SARL	Gérant
		DPS SARL	Gérant
		DP 78	Gérant
		DP 95	Gérant
		Desjoyaux Bâtiment	Gérant
		DDG (Allemagne)	Gérant
		Desjoyaux Piscines Barcelone	Administrateur unique
		Desjoyaux Piscines Guadalajara	Administrateur unique
		DPC SAS	Président
		<b>Hors-Groupe</b>	
		DEROMA	Gérant
		Desjoyaux Finance	Président
		Editorial	Gérant
		INDEFI	Gérant
		SCI Desjoyaux Frères	Gérant
		SCI Sept	Gérant
		2P2I SARL	Co-gérant
		Défi Two SARL	Gérant
		Jewels Immo SARL	Gérant
		Alençon Piscines	Gérant
Catherine JANDROS	Directeur Général Délégué Administrateur	<b>Groupe</b>	
		DISA (Espagne)	Administrateur
		FOREZ Piscines SA	D.G Délégué & Administrateur
		DP Lyon SAS	Président
		DP Nantes SAS	Président
		DP 77 SAS	Président
		DP 59 SARL	Gérant
		DP 31 SARL	Gérant
Brigitte DESJOYAUX	Administrateur		

Aucun mandat n'est en renouvellement lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes clos au 31 août 2008.

### Mandats des commissaires aux comptes

Les mandats de commissaire aux comptes de :  
la société ALIANTIS, co-commissaire aux comptes titulaire, et Monsieur Robert REVOUY, co-commissaire aux comptes suppléant, arrivent à expiration à l'issue de l'assemblée générale.  
Il est proposé à l'assemblée générale de nommer en remplacement respectivement :

la société SECA FOREZ dont le siège social est à VILLARS (LOIRE) 7, rue de l'Artisanat, représentée par Monsieur Pierre GERARD, en qualité de co-commissaire aux comptes titulaire, et Monsieur Laurent BECUWE domicilié à VILLARS (LOIRE) 7, rue de l'Artisanat, en qualité de commissaire aux comptes suppléant,

Il est également proposé à l'assemblée de nommer la société AXENS AUDIT dont le siège social est à ANDREZIEUX (Loire) 3, rue du 8 mai 1945 en remplacement de Monsieur Pierre GERARD co-commissaire aux comptes suppléant démissionnaire pour le cas où l'assemblée déciderait la nomination de la société SECA FOREZ en qualité de co-commissaire aux comptes titulaire.

### Rémunérations et avantages de toutes nature versés aux mandataires sociaux

> **Rémunérations totales et avantages de toute nature versés durant l'exercice à chaque mandataire social par la société et les sociétés qu'elle contrôle et la société qui la contrôle.**

	Montants versés par Piscines Desjoyaux SA	Montants versés par les autres sociétés du groupe	Avantages en nature
Jean-Louis DESJOYAUX	87.692	0	1.577
Catherine JANDROS	60.984	0	2.068
Brigitte DESJOYAUX	0	0	0

Les mandataires sociaux ne perçoivent de rémunération que de la société PISCINES DESJOYAUX SA.

> **Décomposition des rémunérations en éléments fixes, variables et exceptionnels composant les rémunérations et avantages des mandataires sociaux**

Les rémunérations des mandataires sociaux sont fixes et ne comprennent pas de part variable.

> **Engagement de toute nature pris par la société au bénéfice de ses mandataires sociaux**

Néant

## 11. INFORMATION SUR LES RISQUES

### Risques de marché

#### > Risque de liquidité

Au 31/08/08, le Groupe dispose d'une trésorerie nette y compris équivalents de trésorerie de 9.15 M€ et d'actifs financiers de placement de 0.84 M€ soit un total de 10 M€.

La société ne détient pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation

#### > Risque de taux

Le groupe, par l'intermédiaire de sa filiale espagnole, a souscrit un emprunt, remboursable sur 120 mois à l'origine, à taux variable (EURIBOR 12 mois + 0,60 point). Au 31/08/2008, le montant restant dû en capital, au titre de cet emprunt, s'élève à 1 621K€.

Les autres emprunts mis en place par le groupe sont à taux fixe.

#### > Risque de change

Les facturations et les achats sont principalement effectués en euros. Le risque de change est donc peu significatif.

Le Groupe n'utilise pas d'instruments financiers de couverture.

### Risque généraux d'exploitation

#### > Aléas météorologiques

L'activité du groupe est dépendante des conditions météorologiques. Le groupe cherche cependant à atténuer ce risque par la diversification de son offre et l'internalisation de ses ventes.

#### > Risques pays

Le Groupe n'est pas implanté sur des pays à risque. Le risque pays est donc non significatif.

## 12. ACTIONNARIAT

### Capital social

#### > Capital social

Le capital social de Piscines Desjoyaux SA s'élève à 6.940.520 € au 31/08/2008

Il est composé de 8.984.492 actions d'égale valeur.

#### > Capital potentiel

Il n'existe aucune valeur susceptible de donner accès, directement ou indirectement, au capital de la société.

#### > Droits de vote double

Néant

#### > Franchissement de seuils légaux

Néant

**> Evolution du capital social**

Exercice	Opérations	Augmentation de capital		Montants cumulés		
		en €	en titres	en €	en titres	Valeur nominale
	Constitution	41 161	2 700	41 161	2 700	15,24
31/08/1990	Apport en nature	3 387 570	222 210	3 428 731	224 910	15,24
31/08/1991	Apport en nature / modification de la valeur nominale des actions	3 048 980	200 000 1 699 640	6 477 711	424 910 2 124 550	15,24 3,05
31/08/1992	Plan de stock-options et introduction en bourse	370 598	121 548	6 848 309	2 246 098	3,05
31/08/1996	Plan de stock-options	76	25	6 848 385	2 246 123	3,05
31/08/2001	Passage à l'euro / prélèvement sur le compte "prime d'émission"	92 135	0	6 940 520	2 246 123	3,09
12/02/2008	Division du nominal par quatre			6 940 520	8 984 492	0,7725

**> Actionnariat du groupe**

	31/08/2008		31/08/2007	
	% capital	% droits de vote	% capital	% droits de vote
DEFI	> 66%	entre 33 et 50%	> 66%	entre 33 et 50%
Jean-Louis DESJOYAUX	< 5%	entre 10 et 20%	< 5%	entre 10 et 20%
Pierre-Louis DESJOYAUX	< 5%	entre 5 et 10%	< 5%	entre 5 et 10%
Catherine JANDROS	< 5%	entre 10 et 20%	< 5%	entre 10 et 20%
M. Mme Jean DESJOYAUX	0	< 5%	0	< 5%
Public	> 20%	> 20%	> 20%	> 20%

**> Actionnariat salarié**

Le taux de détention du capital de Piscines Desjoyaux SA par les salariés à titre nominatif est de 0,01%

**Dividendes versés au titre des 3 derniers exercices**

En €	Montant total	Montant par action*	Avoir fiscal*
2006/2007	4 492 246,00	0,50	
2005/2006	4 492 246,00	0,50	
2004/2003	3 369 184,50	0,38	
2003/2004	3 369 184,50	0,38	0,1875

\* Afin de faciliter la lecture et la comparaison entre les exercices, le montant de dividendes par action sur cet exercice et les exercices antérieurs, a été déterminé sur la base du nombre d'actions résultant de la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 12 février 2008, aux termes de laquelle, le nombre d'actions a été multiplié par quatre sans modification du montant du capital social (soit quatre actions nouvelles pour une action ancienne).

Le conseil d'administration propose à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31/08/2008, le versement d'un dividende de 0.34 € par action au titre de l'exercice 2007/2008.

**Opérations afférentes aux actions de la société****> Option de souscription d'actions et d'achat d'action**

Néant

**> Programme de rachat par la société de ses propres actions**

Le Conseil d'Administration n'a pas mis en place de programme de rachat d'actions pour l'exercice écoulé.

**> Actions propres**

Piscines Desjoyaux SA ne détient aucunes de ses propres actions.

**> Attribution d'actions gratuites**

La société ne dispose pas de plan d'attribution d'actions gratuites

**> Délégation en cours de validité**

Néant

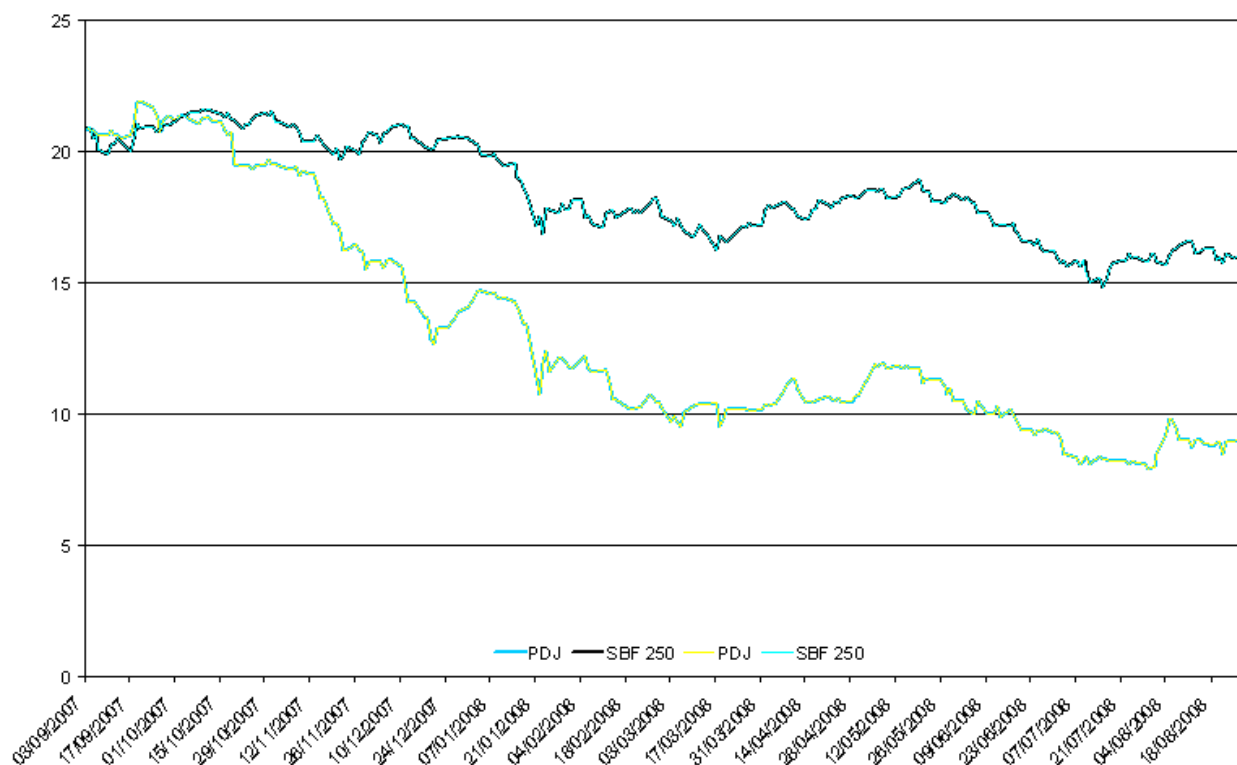
**13. DESJOYAUX EN BOURSE**

L'action Desjoyaux a été introduite sur le second marché de la bourse de Paris en 1993.

Le code Isin est FR 0000061608 (mnemo : PDJ), Desjoyaux appartient à la cotation Eurolist Compartiment B.

Comme nous l'évoquions dans le rapport annuel de l'exercice précédent, l'Assemblée Générale Extraordinaire a procédé, d'une part, à la suppression de la mention de la valeur nominale de l'action en modifiant l'article 7 de ses statuts ; et d'autre part, multiplié le nombre d'actions composant son capital par quatre, en conséquence de quoi, le capital social s'est trouvé divisé en 8 984 492 actions.

> Evolution du titre sur l'exercice et comparaison avec l'indice SBF 250



Nous vous indiquons que la société ne fait plus partie de l'échantillon composant l'indice SBF 250 depuis le 22 septembre 2008.

**> Informations boursières**

- Cours moyen du titre échangé au cours de l'exercice 2007/2008 : 13,58 Euros (méthode : valorisation totale annuelle des titres échangés / Nombre total de titres échangés).
- Nombre de titres échangés : 1.242.827
- Moyenne mensuelle du nombre de titres échangés : 103.569.
- Capitalisation boursière au 27.11.2008 : 35,04 Millions d'Euros.

**ANNEXES****TABLEAU DES RESULTAT FINANCIERS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

Nature des indications (en €)	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008
<b>1. Situation financière en fin d'exercice</b>					
Capital social	6 940 520	6 940 520	6 940 520	6 940 520	6 940 520
Nombre d'actions émises	2 246 123	2 246 123	2 246 123	2 246 123	8 984 492

Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
<b>2. Résultat global des opérations effectives</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 902 640	4 179 923	4 611 008	4 985 195	5 018 845
Bénéfices avant impôt, amortissements et provisions	5 603 517	8 001 982	8 921 645	11 066 011	11 319 378
Impôts sur les bénéfices	239 493	207 200	235 913	268 770	396 928
Bénéfices après impôts, amortissements et provisions	4 413 910	7 473 618	8 373 048	10 292 136	9 291 252
Montant des bénéfices distribués	3 369 184	3 369 184	4 492 246	4 492 246	3 054 727
<b>3. Résultat des opérations réduit à une seule action</b>					
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	2,39	3,47	3,87	4,81	1,22
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	1,97	3,33	3,73	4,58	1,03
Dividende versé à chaque action	1,50	1,50	2,00	2,00	0,34
<b>4. Personnel</b>					
Nombre de salariés	13	14	16	15	13
Montant de la masse salariale	615 076	631 195	837 517	728 271	833 390
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	294 221	282 803	375 750	382 664	359 035

### TEXTE DES RESOLUTIONS PROPOSEES à l'assemblée générale ordinaire annuelle du 27 février 2009

#### > Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Président du Conseil d'Administration prévu à l'article L. 225-37 du Code de commerce et des rapports des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) arrêtés le 31 août 2008 tels qu'ils lui ont été présentés, se soldant par un bénéfice de 9 291 252,03 €.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, elle approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 30 234 euros et qui ont donné lieu à une imposition de 10 411 euros.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 août 2008 quitus de leur gestion à tous les administrateurs.

#### > Deuxième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du groupe et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés, tels qu'ils lui ont été présentés.

#### > Troisième résolution

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 9 291 252,03 euros de la manière suivante :

Distribution aux actionnaires d'une somme globale nette de	3 054 727,28 €
Dotation à la réserve facultative	6 236 524,75 €
Total égal au bénéfice	9 291 252,03 €

Le dividende par action s'élèvera ainsi à 0,34 euros et sera mis en paiement à compter du 9 mars 2009.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts :

- il est précisé que le montant qui sera le cas échéant distribué aux actionnaires, personnes physiques, est intégralement éligible à l'abattement prévu par l'article 158-3-2° du C.G.I.,

- l'assemblée générale prend acte que les sommes distribuées après le 1er janvier 2005 éligibles ou non à l'abattement visé à l'article 158-3 du Code Général des Impôts se sont élevées à :

Exercice	Dividendes
2006-2007	4 492 246,00
2005-2006	4 492 246,00
2004-2005	3 369 184,00

#### > Quatrième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce et statuant sur ce rapport, approuve la convention relevant de l'article L. 225-38 dudit Code qui y est mentionnée.

L'Assemblée Générale prend acte des conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs qui se sont poursuivies au cours du dernier exercice.

#### > Cinquième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris acte de la démission de Monsieur Pierre GERARD de ses fonctions de Commissaire aux comptes suppléant sous condition suspensive de la nomination de la société SECA FOREZ en qualité de Commissaire aux comptes titulaire, décide, sous réserve de l'adoption de la sixième résolution, de nommer en remplacement et pour la durée du mandat de ce premier restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2013 :

La société AXENS AUDIT dont le siège social est à ANDREZIEUX BOUTHEON (42160) 3 rue du 8 mai 1945.

#### > Sixième résolution

Les mandats de : la société ALIANTIS, Commissaire aux comptes titulaire, et Monsieur Robert REVOUY, Commissaire aux comptes suppléant, arrivant à expiration, l'assemblée générale décide de nommer pour une période de six exercices à compter de l'exercice ouvert le 1er septembre 2008 :

- La société « SECA FOREZ », représentée par Monsieur Pierre GERARD dont le siège social est à VILLARS (42390) 7 rue de l'Artisanat, Commissaire aux comptes titulaire, en remplacement de la société ALIANTIS.

- Monsieur Laurent BECUWE, domicilié à VILLARS (42390) 7, rue de l'Artisanat, Commissaire aux comptes suppléant de la société « SECA FOREZ », en remplacement de Monsieur Robert REVOUY.

#### > Septième résolution

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

### RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### SUR LES CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL AINSI QUE SUR LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES MISES EN PLACE PAR LA SOCIETE ET LES SOCIETES CONSOLIDEES

Le présent rapport a pour objet, conformément à l'article L. 225-37 du Code de commerce, de présenter à l'assemblée générale annuelle les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration, ainsi que les procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société et les sociétés consolidées.

Il a également pour objet de préciser les modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale ainsi que les principes et les règles arrêtés par le Conseil d'administration pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux. La société ne se réfère pas à un code de gouvernement d'entreprise élaboré par les organisations représentatives en raison de la taille et du mode fonctionnement de l'entreprise.

Toutefois, en complément des exigences requises par la loi, la société s'inspire des dispositions et de l'esprit du Code de gouvernement d'entreprise adopté par l'AFEP/MEDEF.

#### Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration

Afin d'assurer sa mission légale de contrôle permanent de la gestion de notre société et compte tenu de l'implication quotidienne et directe dans le fonctionnement de la société du Président, le conseil d'administration a privilégié, dans le cadre de la loi NRE du 15 mai 2001, le regroupement des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général, ce qui renforce le contrôle direct de la société.

La dimension humaine de la société, le contact direct entre la Direction Générale et les Directions Techniques assure une transmission immédiate des informations.

La relation « historique » existant entre les administrateurs induit un échange permanent d'informations - au-delà des réunions du Conseil d'Administration – et des réflexions sur les options stratégiques à prendre.

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois (les 17/12/2007, 18/04/2008, et 28/04/2008) afin de débattre des questions relevant de sa compétence et en outre pour entendre le rapport du Président sur l'activité de la société et de ses filiales. A ces réunions assiste la grande majorité des membres du Conseil, les Commissaires aux Comptes de la société étant en tout état de cause tous présents lors de la réunion portant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Pour permettre aux membres du Conseil d'Administration de participer efficacement, un dossier complet leur est adressé à chaque réunion. Celui-ci comprend tous les éléments utiles et en général nécessaires pour que le débat qui s'instaure lors de ces réunions puisse être le plus fructueux possible et permettre à ces derniers de prendre des décisions en toute connaissance de cause.

#### Limitations de pouvoir du Directeur Général

Il n'existe pas de limitation apportée aux pouvoirs du Directeur Général

#### Organisation de la Direction Financière

Au cours de l'exercice écoulé, la Direction financière a été réorganisée dans un souci de réactivité. Les attributions opérationnelles de celle-ci ont été ventilées entre les Services comptabilité, contrôle de gestion, juridique, ainsi que les cabinets de conseils externes ; le tout, sous la centralisation et la supervision de la Direction Générale.

#### Environnement de contrôle

A l'exception de la filiale DISA, aucune délégation de responsabilité n'est consentie et les mandats exercés au sein des filiales sont assurés par les membres du conseil d'administration.

Ce fonctionnement assure au Groupe une réactivité très importante dans le processus de prise de décisions, de détection d'anomalies et dans la mise en place de plans d'action adéquats.

Les procédures de contrôle interne ne peuvent qu'offrir une assurance raisonnable mais en aucun cas une garantie absolue que les risques auxquels est exposé le Groupe sont totalement éliminés.

Le projet envisagé durant l'exercice antérieur de faire appel à un cabinet extérieur ayant pour objectif de rechercher des axes de progrès relatifs au contrôle interne a été suspendu. Ces objectifs ont été confiés au service juridique qui a lancé un audit de tous les liens des tiers (fournisseurs, prestataires, clients) avec le Groupe. Cet audit a pour objectif de centraliser dès l'exercice en cours, les données afférentes à ces liens dans un outil de suivi informatique dédié permettant une meilleure gestion des échéances et dispositions contractuelles essentielles.

Les ressources prévues pour l'appel au cabinet extérieur susvisé ont été réemployées, notamment, pour des projets de développement et de partenariat commerciaux dans un contexte économique national morose. Pour autant, la Direction n'exclut pas la mise en oeuvre d'une telle démarche à moyen terme.

#### Procédures opérationnelles et fonctionnelles du Groupe

Les risques auxquels le groupe est exposé sont évalués par la Direction Générale du Groupe de manière permanente.

Les règles de gestion et les procédures décrivant les étapes de traitement ainsi que les contrôles qui ont été formalisés sont communiqués à l'ensemble des services du siège. L'ensemble des documents relevant de sa compétence est validé par chaque direction opérationnelle ou par les responsables de service.

Chaque service est responsable de la mise à jour de ses procédures de fonctionnement interne, après validation par la Direction de service. Les responsables de services et directions opérationnelles rendent compte de façon permanente à la Direction Générale. Toutes les demandes de règlement sont visées par les responsables de service concernés et la Direction Générale préalablement à leur paiement.

#### Le Conseil d'administration



Le conseil fait en sorte de se réunir au moins deux fois par an.

Le Président remet chaque semestre au membres du conseil d'administration un rapport sur l'activité du groupe

#### **Les décisions d'Investissement et d'Engagement**

Les investissements et les engagements financiers significatifs font l'objet d'un budget annuel validé par le PDG. Les demandes d'investissements sont présentées par les directions au PDG pour validation sous la forme de dossiers d'investissement. La procédure communiquée à tous les services prévoit un circuit de validation de chaque investissement du demandeur au PDG. La constitution du dossier d'investissement prévoit une analyse d'opportunité pour ce qui concerne les investissements. La procédure est validée par la Direction Générale. La procédure et les documents associés sont à disposition pour consultation par tous les collaborateurs.

#### **Le service juridique**

Le service juridique, rattaché à la Direction Générale centralise et coordonne les aspects juridiques. Ce service a recours à des cabinets extérieurs compétents dans chacun des domaines requis afin de rédiger et/ou valider l'ensemble des contrats du Groupe et superviser le secrétariat juridique des filiales du Groupe.

L'ensemble des relations contractuelles du Groupe et notamment, celles relatives aux assurances, à l'immobilier ainsi que les contentieux sont gérés par le service juridique du siège en lien avec les Directions de services et sous validation de la Direction Générale.

Les relations contractuelles relatives au réseau de distribution sont gérées par les services commerciaux en lien avec le service juridique.

#### **Le contrôle de gestion**

Le contrôle de gestion est en charge d'organiser le processus budgétaire et d'assurer l'accompagnement des opérationnels dans l'établissement des budgets, leur suivi et la mise en place des actions d'amélioration prévues.

Les missions sur l'analyse des stocks, des marges et du mix produits ont été centralisées sous le service contrôle de gestion.

#### **Suivi des engagements du Groupe :**

Il a été mis en place sur l'exercice en cours dans les sociétés FOREZ PISCINES et PISCINES DESJOYAUX, un Progiciel de Gestion Intégré SAP, stratégique dans le processus d'engagement des dites entités en faisant le lien entre les achats et la production.

#### **Suivi des créances clients**

Les règles mises en place par le service comptabilité client du Groupe en liaison directe avec la direction générale (analyses crédit, détermination et suivi de seuils d'engagement autorisés) ont pour objectif de limiter l'exposition au risque client.

#### **Achats**

Le Groupe a fixé des normes de qualité internes pour les achats stratégiques qui, associées à une sélection précise des fournisseurs, participent à la gestion des risques liés aux exigences de sécurité de la profession. La gestion de ces achats est centralisée par le service achat du siège en liaison avec la Direction Générale.

#### **Approvisionnements**

Les procédures relatives au processus achats décrivent l'organisation des tâches par service pour le passage de la commande au fournisseur ainsi que le suivi des approvisionnements et des retours fournisseurs. Le circuit de validation des commandes achats est également décrit dans les règles d'achats formalisées et communiquées. Les contrôles associés à chaque étape de traitement ont été formalisés et communiqués. L'ensemble des documents est validé par le service opérationnel concerné. Les documents sont à disposition pour consultation par tous les collaborateurs.

#### **Réception des produits**

Les procédures relatives au processus achats décrivent l'organisation des tâches par service pour la réception des produits et les retours fournisseurs. Les contrôles associés à chaque étape de traitement ont été formalisés et communiqués. Les documents sont à disposition pour consultation par tous les collaborateurs.

#### **Qualité - Sécurité**

La maîtrise de la qualité et de la sécurité dans l'activité du groupe, est de la responsabilité collégiale des directions et des services.

Dans le domaine de la sécurité, notre stratégie est celle de la prévention active.

Un animateur "sécurité" a été nommé au niveau du groupe. Un groupe de travail qui se réunit régulièrement assure le déploiement d'une politique de sécurité et de prévention au lieu de l'établissement principal (protocoles de sécurité, formation des équipes, etc). L'application des règles de sécurité définies par le Groupe fait l'objet d'audits périodiques, notamment à travers les visites sécurité régulièrement menées par le CHSCT.

Le responsable qualité du Groupe a pour mission d'assurer la qualité de nos produits par la centralisation et l'analyse des problèmes qualité rencontrés par les partenaires et clients du groupe.

#### **Production**

Le Directeur de production peut, à travers les indicateurs de pilotage de la production (productivité, TRS, Rebut) des différents ateliers détecter d'éventuelles anomalies et mettre en place les actions nécessaires.

#### **Service client**

Une cellule satisfaction client recueille les réclamations en provenance de clients ayant trait à la qualité des produits et de leur installation par le réseau de concessionnaires, les analyses et leur apporte une réponse adaptée. Les données ainsi récoltées sont remontées aux services pour une étude d'opportunité de mise en place d'actions correctives.

#### **Informatique**

Le groupe dispose d'un département informatique centralisé en charge des systèmes d'information comptables et opérationnels, rattaché à la Direction Générale. Ce département est responsable du fonctionnement et de la pérennité de nos systèmes, et notamment de la mise en place des procédures de récupération, de sécurité et de sauvegarde des données.

Pour les seules filiales étrangères, le département informatique du groupe décide uniquement des choix d'investissement en matériels et logiciels.

Le système d'information SAP mis en place au cours de l'exercice 2008 est opérationnel depuis mi-décembre 2007. Depuis, le Groupe bénéficie d'un outil performant permettant de fiabiliser la gestion des stocks, d'optimiser les approvisionnements et d'améliorer l'efficacité de transmission des informations entre les différents services et ainsi, optimiser leur interconnexion.

#### **Procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

Le contrôle financier et la production de l'information financière et comptable s'articulent autour de l'organisation opérationnelle du Groupe.

#### **Opérations de trésorerie et de financement**

Les règlements et le financement des activités des filiales françaises sont centralisés au niveau de chaque entité juridique et suivis par le service trésorerie du Groupe, qui pilote ainsi l'endettement interne et externe du Groupe.

Les lignes de crédit et emprunts ainsi que les options de placement de trésorerie sont négociées par la Direction Générale.

### Démarche budgétaire et reporting de gestion

La démarche budgétaire groupe est un élément clé du contrôle des activités et des éléments financiers. La construction budgétaire s'appuie sur les orientations stratégiques validées par la Direction Générale pour l'année à venir. Le suivi des budgets par entité juridique assuré périodiquement permet d'identifier les éventuels décalages par rapport au niveau d'activité anticipé et aux dépenses prévues.

### Consolidation

Un bilan, un compte de résultat et un tableau des flux de trésorerie consolidés sont produits et publiés chaque semestre.

Depuis l'arrêté semestriel au 29/02/2008, la mission de présentation des comptes consolidés annuels et semestriels a été externalisée et confiée à un cabinet d'expertise comptable. Ce dernier se charge de collecter les informations nécessaires à l'exercice de sa mission et traite du passage du référentiel comptable applicable dans le pays d'origine de chaque entité au référentiel IFRS applicable à la présentation des comptes consolidés.

### Information comptable

Au sein de l'organisation du groupe, la production comptable est confiée aux équipes comptables du groupe. Les données comptables sont traitées soit par le service comptable du groupe soit par des cabinets locaux.

Seule la tenue de comptabilité ainsi que la production des comptes annuels et situations semestrielles pour les sociétés FOREZ PISCINES et PISCINES DESJOYAUX sont réalisées par des équipes comptables salariées de la société PISCINES DESJOYAUX. Par contre, la tenue comptable et l'établissement des comptes annuels et situations semestrielles des filiales françaises sont externalisés à des cabinets d'expertise comptable. Concernant les filiales étrangères, la comptabilité est tenue par des comptables salariés sur place et l'établissement des comptes annuels et situations semestrielles est confié à des cabinets d'expertise comptable. Les comptes individuels sont établis conformément au référentiel applicable dans le pays où se trouve l'entité concernée.

Le cabinet d'expertise comptable en charge de la mission de présentation des comptes consolidés présente ceux-ci selon le référentiel IFRS et se charge d'appréhender et de traiter le passage d'un référentiel à l'autre.

La production d'une information comptable fiable résulte essentiellement de la séparation des tâches. Les procédures de contrôle interne s'appliquent à l'inventaire physique des stocks.

La mise en place du progiciel de gestion intégré SAP indiquée supra, permet de gérer pratiquement l'ensemble des processus opérationnels des deux entités FOREZ PISCINES et PISCINES DESJOYAUX. Cette solution informatique ayant nécessité une re-formalisation des processus des entités concernées, permet au stade de l'élaboration de l'information comptable, une intégrité et unicité du système d'information.

### Rémunération des mandataires

Les mandataires sociaux ne bénéficient d'aucune rémunération variable. Le traitement des dirigeants a été arrêté par un Conseil d'Administration de juin 2001 de manière fixe sans clause d'indexation.

Ces rémunérations n'ont pas été révisées depuis cette date.

Les dirigeants bénéficient d'avantage en nature résultant de l'utilisation d'un véhicule.

## 1. Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social

	Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)		Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)		Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)	
	Exercice N-1	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N
Jean-Louis DESJOYAUX <i>Président Directeur Général</i>	89 269	89 269	néant	néant	néant	néant
Catherine JANDROS <i>Directeur Général Délégué – Administrateur</i>	63 052	63 052	néant	néant	néant	néant
Brigitte DESJOYAUX <i>Administrateur</i>	néant	néant	néant	néant	néant	néant

## 2. Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

	Jean-Louis DESJOYAUX				Catherine JANDROS				Brigitte DESJOYAUX			
	Montants au titre de l'exercice N-1		Montants au titre de l'exercice N		Montants au titre de l'exercice N-1		Montants au titre de l'exercice N		Montants au titre de l'exercice N-1		Montants au titre de l'exercice N	
	dus	versés	dus	versés	dus	versés	dus	versés	dus	versés	dus	versés
rémunération fixe	87692	87692	87692	87692	60984	60984	60984	60984	néant	néant	néant	néant
rémunération variable	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant
rémunération exceptionnelle	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant
jetons de présence	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant
avantages en nature*	1577	1577	1577	1577	2068	2068	2068	2068	néant	néant	néant	néant
TOTAL	89269	89269	89269	89269	63052	63052	63052	63052	néant	néant	néant	néant

## 3. Tableau sur les jetons de présence

Membres du conseil	Jetons de présence N-1	Jetons de présence N
Jean-Louis DESJOYAUX	néant	néant
Catherine JANDROS	néant	néant
Brigitte DESJOYAUX	néant	néant
TOTAL	néant	néant

#### 4. Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social

	Jean-Louis DESJOYAUX	Catherine JANDROS	Brigitte DESJOYAUX
N° et date du plan	néant	néant	néant
Nature des options (achat ou souscription)	néant	néant	néant
Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	néant	néant	néant
Nombre d'options attribuées durant l'exercice	néant	néant	néant
Prix d'exercice	néant	néant	néant
Période d'exercice	néant	néant	néant

#### 5. Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire

	Jean-Louis DESJOYAUX	Catherine JANDROS	Brigitte DESJOYAUX
N° et date du plan	néant	néant	néant
Nbre d'options levées durant l'exercice	néant	néant	néant
Prix d'exercice	néant	néant	néant
Année d'attribution	néant	néant	néant

#### 6. Actions de performance attribuées à chaque dirigeant mandataire social

	Jean-Louis DESJOYAUX	Catherine JANDROS	Brigitte DESJOYAUX
N° et date du plan	néant	néant	néant
Nbre d'actions attribuées durant l'exercice	néant	néant	néant
Valorisation des actions selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	néant	néant	néant
Date d'acquisition	néant	néant	néant
Date de disponibilité	néant	néant	néant

#### 7. Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice pour chaque dirigeant mandataire social

	Jean-Louis DESJOYAUX	Catherine JANDROS	Brigitte DESJOYAUX
N° et date du plan	néant	néant	néant
Nbre d'actions devenues disponibles durant l'exercice	néant	néant	néant
Conditions d'acquisition	néant	néant	néant
Année d'attribution	néant	néant	néant

#### Modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale

Les dispositions de l'article 22 des statuts stipule : « Tout actionnaire a le droit de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire quelque soit le nombre d'actions qu'il possède sur simple justification de son identité et également du dépôt de ses titres sous la forme et dans le délai

mentionnés dans les avis de convocation sans toutefois que ce délai puisse excéder cinq jours francs avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire peut se faire représenter par son conjoint ou un autre actionnaire. »

#### Publication des informations prévues par l'art. L225-100-3 du Code de Commerce

Les informations prévues à l'article 225-100-3 du code de Commerce donneront lieu à publication dans les conditions légales.

Le présent rapport a été adopté par le conseil d'administration dans sa séance du 28 novembre 2008.

Le Président du conseil d'administration

### RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

#### ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DE COMMERCE

sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

#### Exercice clos le 31 août 2008

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société PISCINES DESJOYAUX S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 août 2008.

Sous la responsabilité du conseil d'administration, il revient à la direction de définir et de mettre en oeuvre des procédures de contrôle interne adéquates et efficaces. Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière pour les comptes sociaux et pour les comptes consolidés.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France. Celles-ci requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière pour les comptes sociaux et pour les comptes consolidés. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations, présentées dans le rapport du Président et consulter la documentation existante;

- prendre connaissance des travaux qui ont permis d'élaborer ces informations et consulter la documentation existante.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière pour les comptes sociaux et pour les comptes consolidés, contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

En outre, en application des dispositions de l'article L225-235 du Code de commerce, nous nous sommes assurés que les autres informations requises à l'article L225-37 dudit code vous ont été communiquées dans le rapport du Président prévu au dit article.

Fait à Saint-Etienne  
Le 30 décembre 2008  
Les Commissaires aux Comptes

**Aliantis**  
Bernard Russier

**Michel Tamet et Associés**  
Didier Berger

### 1. Bilan Consolidé

ACTIF	Notes	31/08/2008	31/08/2007
Ecarts d'acquisition nets	13	1 109	1 109
Immobilisations incorporelles nettes	14	3 013	2 534
Immobilisations corporelles nettes	15	56 236	39 914
Autres actifs financiers non courants	16-1	158	164
Autres actifs non courants	16-2	30	60
Actifs d'impôts différés	11-3	63	158
<b>Actifs non courants</b>		<b>60 609</b>	<b>43 939</b>
Stocks nets	17	20 207	18 178
Créances clients et autres créances nettes	18	16 635	18 499
Actifs financiers de transaction	19	909	8 702
Impôts courants		844	

Trésorerie et équivalents de trésorerie	20	9 694	14 007
Actifs détenus en vue d'être cédés		61	61
<b>Actifs courants</b>		<b>48 350</b>	<b>59 447</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>108 958</b>	<b>103 386</b>

<b>PASSIF</b>	<b>Notes</b>	<b>31/08/2008</b>	<b>31/08/2007</b>
Capital social	21-1	6 941	6 941
Primes d'émission	21-1	1 181	1 181
Réserves consolidées et liées au capital	21-1	50 704	44 211
Résultat net	21-1	6 262	11 018
<b>Total Capitaux Propres</b>		<b>65 087</b>	<b>63 351</b>
Dont Intérêts minoritaires		187	243
<b>Capitaux propres - Part du Groupe</b>		<b>64 900</b>	<b>63 108</b>
Dettes financières à long et moyen terme	24-1	19 969	11 075
Autres passifs financiers		58	75
Avantage du personnel	23	291	316
Provisions - non courant	23	234	
Passifs d'impôts différés	11-3	1 800	1 729
<b>Passifs non courants</b>		<b>22 352</b>	<b>13 195</b>
Part à moins d'un an des dettes financières	24-1	2 959	1 266
Concours bancaires		539	475
Dettes fournisseurs et autres dettes	25	17 894	24 180
Impôts courants		127	919
<b>Passifs courants</b>		<b>21 519</b>	<b>26 840</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>108 958</b>	<b>103 386</b>

## 2. Compte de résultat consolidé

	<b>Notes</b>	<b>31/08/2008</b>	<b>31/08/2007</b>
Chiffres d'affaires	9-1	93 185	99 194
Autres produits de l'activité		1 447	1 294
<b>Produits des activités ordinaires</b>		<b>94 632</b>	<b>100 488</b>
Achats consommés		-46 400	-48 599
Charges de personnel	9-2	-11 460	-11 652
Charges externes	9-3	-19 717	-19 485
Impôts et taxes		-2 095	-1 413
Dotations nettes aux amortissements	9-4	-4 623	-3 681
Dotations nettes aux provisions et dépréciations hors stock	9-4	-291	-98
Dotations nettes aux dépréciations sur stock		78	-86
Autres produits et charges d'exploitation	9-5	-28	-464
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>10 095</b>	<b>15 009</b>
Autres charges opérationnelles	9-6	0	-849
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>10 095</b>	<b>14 160</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	10	120	834
Coût de l'endettement financier brut	10	-739	-268
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	10	<b>-619</b>	<b>566</b>
Autres produits et charges financiers		-25	+24

<b>Résultat avant impôts</b>		<b>9 451</b>	<b>14 750</b>
Charges d'impôt sur le résultat	11	-3 189	-3 812
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		0	80
<b>RESULTAT NET</b>		<b>6 262</b>	<b>11 018</b>
- part du groupe		<b>6 251</b>	<b>10 962</b>
- intérêts minoritaires		<b>11</b>	<b>56</b>
Résultat net par action (part du groupe) en €	<b>12</b>	<b>0.70</b>	<b>1.22</b>
Résultat net dilué par action (part du groupe) en €	<b>12</b>	<b>0.70</b>	<b>1.22</b>

Afin de rendre comparables les exercices 2006/2007 et 2007/2008, des reclassements ont été effectués sur les comptes au 31 août 2007. Ces reclassements sont détaillés dans le paragraphe 5.2.

Concernant le résultat par action voir note 12 de l'annexe

### 3. Tableau des flux de trésorerie consolidés

	31/08/2008	31/08/2007
<b>RESULTAT NET CONSOLIDE y compris intérêts minoritaires</b>	<b>6 262</b>	<b>11 018</b>
Dotations nettes aux Amortissements et provisions	4 789	3 625
Gains et pertes latents liés aux variations de juste-valeur	227	-181
Autres produits et charges calculés	-22	-7
Plus et moins values de cession	207	403
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier</b>	<b>11 463</b>	<b>14 858</b>
Coût de l'endettement financier brut	739	268
Charge d'impôt de la période, y compris impôts différés	3 189	3 812
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt</b>	<b>15 391</b>	<b>18 938</b>
Impôts versés	-2 980	-5 059
Variation du BFR lié à l'activité	-8 168	-2 327
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>4 243</b>	<b>11 552</b>
Décassement / acquisition immos incorporelles	-936	-1 318
Décassement / acquisition immos corporelles	-20 482	-15 426
Encaissement / cession d'immos corporelles et incorporelles (1)	6 532	389
Subventions d'investissement encaissés	0	150
Décassement / acquisition immos financières	-4	-118
Décassement / acquisition / placements	7 551	-900
Encaissement / cession immos financières	21	-2
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>-7 317</b>	<b>-17 225</b>
Augmentation de capital ou apports	3	0
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options	0	0
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-4 492	-4 492
Dividendes versés aux minoritaires	-64	-64
Encaissement provenant d'emprunts	5 345	8 322
Remboursements d'emprunts	-2 040	-961
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>-1 248</b>	<b>2 805</b>
<b>Variation de trésorerie nette</b>	<b>-4 323</b>	<b>-2 869</b>
<b>TRESORERIE A L'OUVERTURE</b>	<b>13 478</b>	<b>16 347</b>
<b>TRESORERIE A LA CLOTURE</b>	<b>9 155</b>	<b>13 478</b>

(1) il s'agit d'une opération de lease-back sur des immobilisations corporelles.

#### 4. Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Prime d'émission	Réserves	Ecart de conversion	Résultat consolidé	Capitaux propres, part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
<b>Au 1er septembre 2006</b>	<b>6 941</b>	<b>1 181</b>	<b>37 327</b>	<b>712</b>	<b>10 457</b>	<b>56 618</b>	<b>249</b>	<b>56 867</b>
Dividendes versés			5 965		<10 457>	<4 492>	<62>	<4 554>
Résultat de l'exercice					10 961	10 961	56	11 017
Variations des écarts de conversion			712	< 712>		0		0
Variations de périmètre						0		0
Mouvements divers			19			19		19
<b>Au 31 août 2007</b>	<b>6 941</b>	<b>1 181</b>	<b>44 023</b>	<b>0</b>	<b>10 961</b>	<b>63 106</b>	<b>243</b>	<b>63 349</b>
<b>Au 1er septembre 2007</b>	<b>6 941</b>	<b>1 181</b>	<b>44 023</b>	<b>0</b>	<b>10 961</b>	<b>63 106</b>	<b>243</b>	<b>63 349</b>
Dividendes versés			6 469		-10 961	-4 492	-62	-4 554
Résultat de l'exercice					6 261	6 261	11	6 272
Variations des écarts de conversion								0
Variations de périmètre			5			5		5
Mouvements divers			20			20	-4	16
<b>Au 31 août 2008</b>	<b>6 941</b>	<b>1 181</b>	<b>50 517</b>	<b>0</b>	<b>6 261</b>	<b>64 900</b>	<b>188</b>	<b>65 088</b>

#### 5. PRESENTATION DU GROUPE ET FAITS MARQUANTS

##### 5.1 Présentation du groupe

Créé dans les années 70, le Groupe Piscines Desjoyaux S.A. conçoit, fabrique et commercialise des piscines et ses produits dérivés. La société a forgé son succès sur la piscine standard familiale, « prête à plonger ».

Les comptes annuels consolidés au 31 août 2008 ci-joints ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 28 novembre 2008 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 27 février 2009.

##### 5.2 Faits marquants

- Programme d'investissement ambitieux sur l'exercice pour près de 23 m€ ;
- Recul du chiffre d'affaires France de près de - 11 % et progression de + 3 % du Chiffre d'affaires export (dont + 6.4 % sur le grand export, hors Europe).

#### 6. REGLES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement n° 1606/2002 du Conseil européen adopté le 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe publiés au titre de l'exercice 2007/2008 sont établis conformément aux International Financial Reporting Standards, adoptés au niveau européen.

Les principes retenus pour l'établissement de ces informations financières 2007/2008 résultent de l'application de toutes les normes d'interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 31 août 2008.

Les options retenues par le Groupe, conformément à la norme IFRS 1, dans le cadre de la première adoption des IFRS au 1er septembre 2004, sont rappelées dans les notes relatives aux postes des états financiers concernés.

Les nouvelles normes IFRS et les interprétations de l'IFRIC, telles qu'adoptées par l'Union Européenne pour les exercices ouverts à compter du 1er septembre 2007, n'ont pas fait l'objet d'applications anticipées au cours d'exercices antérieurs. Leur mise en oeuvre n'a pas entraîné de changements significatifs sur les modalités d'évaluation et de présentation des comptes.

Le groupe n'a pas choisi d'appliquer de manière anticipée les normes et interprétations publiées par l'Union Européenne mais non encore en vigueur au 31 août 2008 telle que :

- IFRS 8 « secteurs opérationnels et informations sectorielles » ;
- IAS 1 révisée « présentation des états financiers » ;
- IAS 23 révisée « coûts d'emprunt » ;
- IFRIC 13 « Programmes de fidélisation clients » ;
- IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises (phase 2) » ;
- IAS 27 amendée « États financiers consolidés et individuels » ;
- IAS 32 « Instruments financiers remboursables au gré du porteur ou en cas de liquidation ».

Le processus de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les comptes consolidés du groupe est en cours. Piscines Desjoyaux n'anticipe pas à ce stade de l'analyse d'impacts significatifs sur ces comptes consolidés.

##### 6.1 Bases de préparation

Les états financiers sont présentés en euros arrondis au millier d'euros le plus proches.

Les actifs et passifs suivants ont été évalués à la juste valeur : titres disponibles à la vente, instruments financiers détenus à des fins de transactions.

##### 6.2 Présentation des états financiers

Le groupe présente ses états financiers selon les principes contenus dans la norme IAS 1 « Présentation des états financiers ».

- Le groupe procède à la ventilation de ses actifs et passifs en courant et non courant ;
- Les actifs et passifs constitutifs du besoin en fonds de roulement entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité, dont on s'attend à une réalisation ou un règlement dans les 12 mois suivant la date de clôture, sont classés en courant ;

- Les actifs immobilisés sont classés en non courant ;
- Les actifs financiers sont ventilés en courant ou non courant ;
- Les dettes financières devant être réglées dans les 12 mois suivant la date de clôture de l'exercice sont classées en courant ;
- Inversement, la part des dettes financières dont l'échéance est supérieure à 12 mois est classée en passif non courant ;
- Les provisions entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité concernée et la part à moins d'un an des autres provisions pour risques et charges sont classées en courant. Les provisions ne répondant pas à ces critères sont classées en tant que passifs non courant ;
- Les impôts différés sont présentés en totalité en actifs et passifs non courant.

**Des reclassements ont été effectués sur la présentation du compte du résultat de l'exercice 2006/2007 afin de la rendre comparable à celle de l'exercice 2007/2008 :**

**- La sous-traitance classée de manière comptable lors de l'exercice 2006/2007 en « charges externes » pour la somme de 12 986 k€ a été reclassée vers les « achats consommés ».**

### 6.3 Méthode de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Les méthodes comptables du Groupe sont homogènes.

La liste de l'ensemble des sociétés consolidées pour l'exercice clos le 31 août 2008 est présentée en annexe en note 29.

L'ensemble des sociétés du périmètre est intégré globalement.

### 6.4 Conversion des opérations libellées en monnaies étrangères

Les opérations en monnaie étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture de l'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés en euros au cours de change de clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change en résultant sont enregistrés dans la rubrique « Autres produits et charges financiers ».

### 6.5 Regroupements d'entreprises

En conformité avec IFRS 1, le groupe a choisi de ne pas retraiter les groupements d'entreprises antérieures au 1er septembre 2004.

### 6.6 Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition correspond à l'écart déterminé à la date d'entrée dans le périmètre de consolidation entre, d'une part, le coût d'acquisition des titres et d'autre part, la part du Groupe dans la juste valeur aux dates d'acquisition des actifs et passifs identifiables de la société acquise.

Conformément aux dispositions d'IFRS 3 - regroupement d'entreprise - et IAS 36 - dépréciation d'actifs, les écarts d'acquisition ne sont plus amortis depuis le 1er septembre 2004 (date de transition aux IFRS), mais font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an, ou en cas d'indice de perte de valeur.

Après leur comptabilisation initiale, les écarts d'acquisition sont évalués au coût historique, diminué du cumul des éventuelles pertes de valeur.

### 6.7 Immobilisations incorporelles

#### 6.7.1 Frais de recherche et développement

Le groupe a pour ambition d'améliorer sans cesse la qualité de ses produits et de répondre aux besoins de sa clientèle. Pour ce faire, le service "recherche et développement" engage en permanence de nouveaux projets. Chaque projet fait l'objet d'un dossier de suivi. Les dépenses effectuées, pour chaque dossier, pendant la phase de recherche sont comptabilisées en charge. Conformément à IAS 38, les coûts engagés en phase de développement sont portés à l'actif.

#### 6.7.2 Autres immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement des droits au bail et des fonds de commerce des boutiques de commercialisations en France, logiciels informatiques. Les immobilisations incorporelles acquises sont enregistrées au coût historique diminué du cumul des amortissements linéaires et des pertes de valeur éventuelles.

Compte tenu du caractère indéfiniment recouvrable des droits au bail et fonds de commerce des boutiques de commercialisation en France, leur durée d'utilité ne peut-être déterminée. Ils ne sont donc pas amortis. Ils font l'objet d'un test de dépréciation annuel ou lorsqu'il existe des indices de pertes de valeur conformément à IAS 36.

Ces immobilisations incorporelles sont amorties linéairement selon leur durée d'utilité suivante :

Nature des biens	Durée d'utilité
Logiciels	1 à 7 ans
Brevets	10 ans
frais de dépôts de brevet	5 ans
Droit au bail et fonds de commerce	Non amortis

### 6.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût historique diminué du cumul des amortissements linéaires et des pertes de valeur éventuelles.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains (non amortissables), font l'objet d'un amortissement calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus sur la base du coût d'acquisition, déduction faite de la valeur résiduelle. Sauf cas particulier, les valeurs résiduelles sont nulles.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leurs durées d'utilité sont significativement différentes.

Nature des biens	Durée d'utilité
Constructions	15 à 30 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 20 ans
Autres immobilisations corporelles	3 à 30 ans



Les frais d'entretien et réparations sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Conformément à IAS 17, les biens dont le Groupe a la disposition par contrat de location-financement, sont traités dans le bilan et le compte de résultat consolidé comme s'ils avaient été acquis par emprunt. En conséquence, les biens financés de cette manière sont portés à l'actif et un emprunt est inscrit au passif.

Les biens en contrat de location financement sont amortis de façon linéaire sur leur durée de vie utile estimée de manière similaire aux autres immobilisations de même nature.

### 6.9 Test de perte de valeur des actifs immobilisés

\* Les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée ne sont pas amortis mais soumis à un test de dépréciation à chaque clôture annuelle, et chaque fois qu'il existe un indice quelconque montrant qu'ils ont pu perdre notablement de leur valeur. Les valeurs comptables des autres actifs immobilisés font également l'objet d'un test de dépréciation, chaque fois que les événements ou changements de circonstances indiquent que ces valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables. Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif ou du groupe d'actifs à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité.

\* La valeur recouvrable est déterminée pour un actif individuellement, à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Dans ce cas, comme pour les écarts d'acquisition, la valeur recouvrable est déterminée au niveau de l'unité génératrice de trésorerie. La définition des unités génératrices de trésorerie ou groupe d'unité génératrice de trésorerie repose sur les caractéristiques de métier, de marché ou de segmentation géographique.

\* Piscines Desjoyaux a retenu comme unités génératrices de trésorerie les unités suivantes :

- Commercialisation en direction des particuliers pour la France : chacune des entités responsable de la commercialisation sur une zone géographique (DPS, DP78, DP95, DP59, DP31, DP77, DPL, DPN, DPC) ;
- Commercialisation monde : chacune des entités présente dans le pays considérés (DISA, DPB, DPG) ;
- La valeur d'utilité est obtenue en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie - UGT) et de sa cession. Le taux d'actualisation avant impôt retenu reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif (ou à l'UGT) ;
- S'il n'existe ni accord de vente irrévocable, ni marché actif, la juste valeur diminuée des coûts de cession correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif (ou d'une UGT) lors d'une opération, dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts d'opération. Ces valeurs sont déterminées à partir d'éléments de marché (comparaison avec des sociétés cotées similaires, valeur attribuée lors d'opérations récentes et cours boursiers) ;
- Lorsque la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à sa valeur nette comptable, la perte de valeur est enregistrée. Lorsqu'elle concerne une unité génératrice de trésorerie, elle est imputée en priorité sur les goodwill rattachés à cette unité génératrice de trésorerie.

### 6.10 Actifs financiers

Conformément à la norme IAS 32 et 39 « Instruments financiers », les actifs financiers sont classés en quatre catégories selon leur nature et l'intention de détention :

- \* les actifs détenus jusqu'à l'échéance ;
- \* les actifs évalués en juste valeur par résultat ;
- \* les actifs disponibles à la vente ;
- \* les prêts et créances.

**Actifs détenus jusqu'à l'échéance** : il s'agit d'actifs non dérivés à date d'échéance et à revenus fixes acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode de taux d'intérêt effectif.

Le coût amorti est calculé en prenant en compte toute décote ou prime lors de l'acquisition, sur la période allant de l'acquisition à l'échéance de remboursement. Les profits et pertes sont portés en résultat lorsque les actifs sont sortis ou lorsqu'ils perdent de la valeur, ainsi qu'au travers du processus d'amortissement.

Le Groupe ne dispose pas à ce jour de ce type d'actif.

**Prêts et créances** : Les prêts et placements long terme sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés au coût amorti suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. Au bilan, les prêts et créances sont présentés dans la rubrique « autres actifs financiers non-courants ».

**Actifs évalués en juste valeur par résultat** : ils représentent des actifs détenus à des fins de transaction, c'est à dire les actifs acquis par l'entreprise dans l'objectif de les céder à court terme, ou des actifs financiers classés dans cette catégorie dès leur comptabilisation initiale. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

**Actifs disponibles à la vente** : Les titres disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou qui n'ont pas été classés dans une des trois autres catégories d'actifs décrites ci-dessus.

Ce sont des titres de sociétés sur lesquelles le groupe n'exerce ni contrôle ni influence notable.

Ils sont évalués en juste valeur et les pertes et profits latents sont comptabilisés en capitaux propres.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont présentés dans la rubrique « actifs détenus en vue d'être cédés ».

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

Les actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

### 6.11 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de production et de leur valeur nette probable de négociation. La méthode de valorisation utilisée dans le Groupe est le coût moyen pondéré.

Les stocks comprennent tous les coûts d'achat, coûts de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks sur leur lieu de vente et dans l'état où ils se trouvent hors frais financiers.

### 6.12 Clients et autres créances d'exploitation

Les créances clients et autres créances d'exploitation sont des actifs courants évalués à la juste valeur lors de leur comptabilisation. Cette dernière correspond en règle générale à la valeur nominale. Ces créances sont évaluées, à chaque clôture, au coût amorti, déduction faite des pertes de valeur liées aux risques éventuels de non-recouvrement.

### 6.13 Trésorerie et placements

La trésorerie correspond aux soldes bancaires ainsi qu'aux caisses.

Les concours bancaires sont classés au passif sur une ligne distincte des emprunts et dettes financières..

Les équivalents de trésorerie sont des OPCVM qui correspondent à des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les valeurs mobilières de placement sont selon IAS 39, évaluées à la juste valeur à chaque clôture.

Cette juste valeur correspond, soit au cours constaté à la date de clôture, soit à la valeur liquidative pour les actifs de trésorerie placés dans les OPCVM. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le résultat financier.

#### **6.14 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées**

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente ou d'un échange contre d'autres actifs et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable.

Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs ou groupe d'actifs. Ces actifs ou groupes d'actifs sont mesurés au plus bas de la valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession.

Une activité abandonnée est définie comme un composant de l'entreprise faisant l'objet d'une cession, et qui répond à l'une des trois conditions suivantes :

- \* représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte ;
- \* fait partie d'un plan global de cession d'une activité ou d'une zone géographique principale et distincte ;
- \* est une filiale acquise uniquement dans le but de la revente.

Les éléments du résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités abandonnées sont isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées.

#### **6.15 Actions propres**

Le groupe n'a pas actuellement de programme de rachat.

#### **6.16 Régimes de retraite, indemnités de cessation de service et autres avantages postérieurs à l'emploi**

##### **6.16.1 Régimes à cotisations définies**

Le Groupe comptabilise en charges les cotisations au cours de l'exercice, au cours duquel les services sont rendus par le personnel.

##### **6.16.2 Régimes à prestations définies**

Les estimations des obligations du Groupe au titre des indemnités de cessation de service sont calculées, conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », annuellement en utilisant la méthode des unités de crédits projetés. Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service futur du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

L'obligation est actualisée en utilisant un taux de **5.80 %** à la clôture. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés. Les salaires ont été projetés en tenant compte d'une évolution annuelle au taux moyen de **2 %**, qui tient compte à la fois des augmentations générales et individuelles. Lorsque les prestations sont préfinancées au travers de fonds externes, les actifs détenus au travers de ces fonds sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.

La charge de l'exercice est ventilée en résultat opérationnel et résultat financier.

##### **6.17 Provisions pour risques et charges**

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources non représentative d'avantages économiques pour le Groupe. Les provisions font l'objet d'une actualisation lorsque l'impact de l'actualisation est significatif. La provision est estimée en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

##### **6.18 Produits des activités ordinaires**

Les produits des activités ordinaires sont composés de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité, après élimination des ventes intra-groupe. Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés si le vendeur ne conserve ni participation à la gestion ni contrôle effectif sur les biens cédés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des rabais commerciaux, remises ou escomptes.

##### **6.19 Impôts sur les bénéfices**

L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul des impôts exigibles des différentes sociétés du Groupe, corrigés de la fiscalité différée.

Les impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des éléments d'actif et de passif et leurs valeurs fiscales. Ils sont calculés sur la base du dernier taux d'impôt connu.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable. Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne sont constatés que si leur récupération est plus probable qu'improbable. A chaque clôture, les impôts différés sont revus pour tenir compte, le cas échéant, des incidences de la législation fiscale et des perspectives de recouvrement.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation. Au bilan, le Groupe compense par société les actifs et passifs d'impôt différé. Les impôts différés sont comptabilisés en actifs et passifs non-courants.

##### **6.20 Informations sectorielles**

L'information sectorielle est organisée selon deux secteurs :

\* Un premier niveau d'information est constitué par l'activité : l'organisation actuelle du groupe a permis de définir deux activités : piscines et autres (dallage...);

\* Un second niveau d'information correspond aux grandes zones géographiques dans lesquelles le Groupe exerce son activité. Les produits des activités ordinaires sont ventilés en fonction de la zone géographique du client.

##### **6.21 Résultats par action**

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, au cours de l'exercice. Le résultat dilué est égal au résultat de base par action car il n'existe pas dans le groupe d'actions potentielles dilutives.

Voir également la note 12

##### **6.22 Incertitudes relatives aux estimations à la date de clôture**

L'établissement des états financiers consolidés, préparés conformément aux normes comptables internationales « IFRS », implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses, jugées réalistes et raisonnables qui peuvent avoir un impact sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Certains

faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe.

Piscines Desjoux revoit ces estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. Ces estimations, hypothèses ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Elles concernent principalement les provisions et les hypothèses retenues pour l'établissement des plans d'affaires utilisés pour la réalisation des tests de valeur sur les actifs et la reconnaissance d'impôts différés actifs.

## 7. EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

### 7.1 Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du groupe Desjoux au 31 août 2008 regroupent les comptes de vingt et une sociétés dont la liste est donnée en note 28. L'ensemble des sociétés sont consolidées en intégration globale.

### 7.2 Principales variations du périmètre de consolidation

- \* Acquisitions : Néant
- \* Créations : DPG  
Ctra de Torrelaguna Km3  
19171 Cabanillas del Campo - Guadalajara
- \* Cessions : Néant
- \* Dissolutions : Néant

## 8. INFORMATIONS SECTORIELLES

	Piscines		Autres		Total	
	2007/2008	2006/2007	2007/2008	2006/2007	2007/2008	2006/2007
Produit des activités ordinaires	94 326	98 559	306	635	94 632	99 194
Résultat opérationnel	10 140	14 709	-46	-108	10 095	14 601
Dotation aux amortissements	4 765	3 433	-95	71	4 670	3 504
Résultat net	6 240	11 076	22	-58	6 262	11 018
Actifs non courant	60 609	43 211	359	727	60 350	43 938
Investissement industriels	21 977	16 500	137	299	22 114	16 799
Passif courants et non courants	42 138	37 625	1 733	2 410	43 871	40 035

	FRANCE		EUROPE		GRAND EXPORT		TOTAL	
	2007/2008	2006/2007	2007/2008	2006/2007	2007/2008	2006/2007	2007/2008	2006/2007
<b>Chiffre d'affaires</b>	57 524	64 427	18 182	18 345	17 479	16 422	93 185	99 194
<b>Actifs</b>	101 324	95 236	7 634	8 123			108 958	103 359
<b>Investissements industriels</b>	22 630	16 500	233	299			22 863	16 799

## 9. RESULTAT EXCEPTIONNEL

### 9.1 Produits des activités ordinaires

	2007/2008	2006/2007	Variation
Piscines France	57 524	64 427	-11%
Piscines Export	35 661	34 767	3%
<b>Total France et Export</b>	<b>93 185</b>	<b>99 194</b>	<b>-6%</b>

### 9.2 Charge de personnel

#### 9.2.1 Composition des charges de personnel

	2007/2008	2006/2007
Salaires et traitements	7 579	7 431
Charges sociales	3 208	3 327
Participation des salariés et intéressement	674	895
<b>Total charges de personnel</b>	<b>11 460</b>	<b>11 652</b>

### 9.2.2 Effectif à la clôture par catégorie de personnel

	2007/2008	2006/2007
Cadres	60	65
non cadres	167	171
<b>Total effectif salarié</b>	<b>227</b>	<b>236</b>
Personnel mis à disposition de l'entreprise	21	36
<b>Total effectif</b>	<b>248</b>	<b>272</b>

### 9.2.3 Rémunération des organes de directions

Les sommes allouées aux membres des organes d'administrations et de directions se sont élevées à 152 k€ bruts en 2008 et à 152 k€ bruts en 2007. Aucun crédit n'a été consenti aux membres des organes d'administrations et de directions. Il n'existe pas d'engagement en matière de pension et d'indemnité pour les dirigeants.

### 9.3 Charges externes

	2007/2008	2006/2007
Sous-traitance	32	81
Frais de publicité	4 741	4 908
Locations	1 507	1 356
Dépenses d'entretien	650	608
Assurance	1 250	1 318
Personnel extérieur	819	1 552
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 615	2 320
Transport	5 048	5 193
Déplacements et missions	1 179	1 248
Poste et communications	271	317
Etudes et recherches	885	314
Autres charges externes	719	270
<b>Total charges externes</b>	<b>19 716</b>	<b>19 485</b>

Des reclassements ont été effectués sur la présentation du compte du résultat de l'exercice 2006/2007 afin de la rendre comparable à celle de l'exercice 2007/2008 (cf. note 5.2).

### 9.4 Dotations nettes aux amortissements et provisions pour dépréciations

	2007/2008	2006/2007
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	4 373	3 528
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles en locations financières	250	153
<b>Dotations aux amortissements et perte de valeur</b>	<b>4 623</b>	<b>3 680</b>
Dotations aux dépréciations sur actifs circulants hors stocks	103	103
Reprises de dépréciations sur actifs circulants hors stocks	-29	-20
Dotations aux provisions pour risques et charges	244	15
Reprises de provisions pour risques et charges	-34	0
Autres Dotations aux provisions et dépréciations nettes des reprises	7	0
<b>Dotations aux provisions et perte de valeur hors stocks</b>	<b>291</b>	<b>98</b>

**9.5 Autres produits et charges d'exploitation**

	2007/2008	2006/2007
Résultat de cessions d'actifs	(1) <234>	(1) <403>
Divers	+206	<60>
<b>Total</b>	<b>&lt;28&gt;</b>	<b>&lt;464&gt;</b>

Moins value sur mise au rebuts de matériels.

**9.6 Autres charges opérationnelles**

Les autres charges opérationnelles concernent des éléments suivants :

En milliers d'euros	2007/2008	2006/2007
Avoir client		(1) <407>
Coûts restructurations		(2) <441>
<b>Total</b>		<b>&lt;848&gt;</b>

(1) Impact perte sur créance irrécouvrable client « meca fonct » non récurrente.

(2) Il s'agit de coûts de restructurations non récurrents.

**10. Coût de l'endettement financier**

	2007/2008	2006/2007
Charges d'intérêts sur opérations de financement	646	231
Charges financières de locations financières	93	36
<b>Coût de l'endettement financier brut</b>	<b>739</b>	<b>267</b>
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	120	834
<b>Total du coût de l'endettement financier net</b>	<b>619</b>	<b>567</b>

**11. Impôts sur les bénéfices****11.1 Intégration fiscale**

Le groupe d'intégration fiscale est constitué des sociétés suivantes :

<b>Piscines Desjoyaux SA</b>	<b>Mère</b>
Forez piscines.SA	Fille
Damafor SAS	Fille
VIP	Fille
Desjoyaux Bâtiment.	Fille
DIF SAS	Fille
DP 78 SARL	Fille
DP 95 SARL	Fille
DP S. SARL	Fille
DP L. SARL	Fille
DP N. SARL	Fille
DP F. SARL	Fille
DP C. SARL	Fille (depuis le 01.09.2007)
DP 77. SARL	Fille (depuis le 01.09.2007)
DP 59 SARL	Fille (depuis le 01.09.2007)

Les économies d'impôts sont constatées directement dans la filiale qui fait bénéficier au groupe de son déficit fiscal. Aucune indemnisation de la filiale n'est prévue dans le cadre de la convention d'intégration fiscale du groupe.  
L'intégration a permis de générer une économie d'impôt de 649 k€ en 2007/2008.

### 11.2 Analyse de la charge d'impôt

	2007/2008	2006/2007
Impôts courants	2 980	5 059
Impôts différés	208	<1 247>
<b>Total impôt sur le résultat</b>	<b>3 188</b>	<b>3 812</b>

### 11.3 Impôts différés

	2007/2008	2006/2007
<b>IMPOTS DIFFERES PASSIFS, NETS AU 01/09</b>	<b>1 571</b>	<b>2 815</b>
Constatés en capitaux propres		
Constatés en résultat (+ si charges, - si produit)	208	-1 247
Autres	-42	
<b>IMPOTS DIFFERES PASSIFS, NETS AU 31/08</b>	<b>1 737</b>	<b>1 571</b>
dont:		
Impôts différés passifs	1 800	2 189
Impôts différés actifs	63	618
	2007/2008	2006/2007
Fiscalité sur différences temporaires	232	215
Profits sur stocks	229	208
Provisions pour indemnité de départ à la retraite	100	109
Actif d'impôts liés aux déficits reportables	54	86
Autres		
<b>IMPOTS DIFFERES ACTIFS</b>	<b>615</b>	<b>618</b>
Compensation avec ID passifs	-552	-460
<b>IMPOTS DIFFERES ACTIFS NETS</b>	<b>63</b>	<b>158</b>
Provisions réglementées	2 229	2 116
Dépréciations intra-groupe		
Locations financières	101	55
Autres nets	22	18
<b>IMPOTS DIFFERES PASSIFS</b>	<b>2 352</b>	<b>2 189</b>
Compensation avec ID actifs	-552	-460
<b>IMPOTS DIFFERES PASSIFS, NETS</b>	<b>1 800</b>	<b>1 729</b>

#### Ventilation des impôts différés

Données en k€	A plus d'un an	A - 1 an
31/08/2007	1 356	215
31/08/2008	1 568	232

### 11.4 Analyse de l'écart entre le taux légal en France et le taux effectif d'impôt du compte de résultat consolidé

	2007/2008	2006/2007
Résultat avant impôt	9 452	14 750
Charge d'impôt théorique	3 254	5 079

Impact charge non déductible imposable	<12>	<8>
Variation impôts différés (1)		<1071>
Déductions fiscales	<94>	<184>
Déficits non activés	79	102
Divers	<38>	<106>
Charge d'impôt réelle	<b>3 189</b>	<b>3 812</b>
Taux d'impôt théorique	34.43%	34.43%
Taux d'impôt réel	33.74%	25.84%

(1) En N-1, le résultat de l'exercice était bonifié par un profit d'impôt lié à la reprise d'un impôt différé concernant la liquidation amiable de notre filiale américaine Utopia.

## 12. Résultat par action

(données en euros)	31/08/2008	31/08/2007	31/08/2007
Résultat net, part du Groupe	6 250 703	10 961 512	10 961 512
Nombre d'actions à la fin de la période	8 984 492	8 984 492	2 246 123
<b>Par action (en euros)</b>	<b>0.70</b>	<b>1.22</b>	<b>4.88</b>
<b>Résultat dilué par action</b>	<b>0.70</b>	<b>1.22</b>	<b>4.88</b>

Le résultat de base par action est normalement calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Par Assemblée Générale mixte du 12 février 2008, le nombre d'actions a été multiplié par quatre (soit, quatre actions nouvelles pour une action ancienne). En conséquence, à compter de cette date, le capital se trouve divisé en **8 984 492 actions**. Par dérogation au principe de calcul du résultat par actions à partir d'un nombre moyen pondéré d'actions, le résultat par actions 2008 présenté au pied du compte de résultat a été déterminé sur la base du nombre d'actions nouvelles à la clôture. Afin de rétablir une comparabilité entre les périodes présentées, le tableau ci-dessus présente, en deuxième colonne, le résultat par action 2007 calculé sur la base du nombre d'actions en circulation au 31 août 2008. Le résultat dilué est égal au résultat de base par action car il n'existe pas dans le groupe, d'actions potentielles dilutives.

## 13. Ecarts d'acquisition

### 13.1 Liste des écarts d'acquisition

France	2006/2007			2007/2008		
	Valeur Début	Variations et dépréciations	Valeur fin	Valeur Début	Variations et dépréciations	Valeur fin
DPS	56		56	56		56
DP 78	122		122	122		122
DP 95	100		100	100		100
<b>Total</b>	<b>279</b>	<b>0</b>	<b>279</b>	<b>279</b>	<b>0</b>	<b>279</b>
International						
DISA	830		830	830		830
UTOPIA POOLS	0	0	0	0		0
<b>Total</b>	<b>830</b>	<b>0</b>	<b>830</b>	<b>830</b>	<b>0</b>	<b>830</b>
<b>Total Général</b>	<b>1 109</b>	<b>0</b>	<b>1 109</b>	<b>1 109</b>	<b>0</b>	<b>1 109</b>

### 13.2 Evaluation des écarts d'acquisitions

Des tests de perte de valeur des actifs immobilisés ont été réalisés à chaque clôture suivant les principes définis dans la note 6.6. Aucune dépréciation n'a été mise en évidence à la clôture de l'exercice.

Les principales hypothèses retenues lors des calculs des tests de dépréciation sont les suivantes :

\* Taux d'actualisation net d'impôt : **9 %** ;

\* Prévisionnel réalisé sur cinq années La valeur terminale correspond à la capitalisation à l'infinie des flux de trésorerie dégagés à l'issu de la cinquième année.

## 14. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

**14.1 Variations des immobilisations incorporelles**

	2006/2007			2007/2008		
	Brut	Amort. et perte de valeur	Net	Brut	Amort. et perte de valeur	Net
Dépôt de brevets	4 633	4 172	461	4 762	4 352	410
Logiciels	1 170	961	209	2 739	1160	1 579
Fonds de commerce	849	8	841	829	0	829
Autres	222	74	148	221	99	122
Immo en cours	873		873	73		73
<b>Total</b>	<b>7 747</b>	<b>5 215</b>	<b>2 534</b>	<b>8 624</b>	<b>5 611</b>	<b>3 013</b>

**Variations**

	Dépôt de brevets	Licence	Fonds de commerce	Autres	Immo incorp en cours	Total
<b>Au 1er septembre 2006, valeur nette cumulée</b>	<b>488</b>	<b>199</b>	<b>640</b>	<b>33</b>		<b>1 360</b>
Acquisitions	140	10	200	92	873	1 315
Sorties de l'exercice						
Autres mouvements		147		48		195
Dotations aux amortissements de l'exercice	167	147	0	24		338
<b>Au 31 août 2007, valeur nette cumulée</b>	<b>461</b>	<b>209</b>	<b>840</b>	<b>149</b>	<b>873</b>	<b>2 534</b>
Acquisitions	105	844		26	9	984
Sorties de l'exercice		-48				-48
Autres mouvements		810	-11		-810	-11
Dotations aux amortissements de l'exercice	-154	-240		-55		-449
<b>Au 31 août 2008, valeur nette cumulée</b>	<b>412</b>	<b>1575</b>	<b>829</b>	<b>120</b>	<b>73</b>	<b>3 013</b>

Les principales mises en service de l'exercice sont :

\* Mise en place d'un ERP pour 1.6 m€.

**14.2 Dépréciation d'actifs**

Des tests de perte de valeur des actifs immobilisés ont été réalisés à chaque clôture suivant les principes définis dans les notes 6.7.2 et 6.9. Aucune dépréciation n'a été mise en évidence à la clôture de l'exercice.

Les principales hypothèses retenues lors des calculs des tests de dépréciation sont les suivantes :

\* Taux d'actualisation : **9 %** ;

\* Prévisionnel réalisé sur cinq années La valeur terminale correspond à la capitalisation à l'infinie des flux de trésorerie dégagés à l'issu de la cinquième année ;

\* La valeur retenue est la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur vénale étant calculée en faisant référence à des transactions récentes réalisées dans le même domaine d'activité commerciale.

**15. IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	2006/2007			2007/2008		
	Brut	Amort. et perte de valeur	Net	Brut	Amort. et perte de valeur	Net
Terrains et agencements	4 424		4 424	4 800		4 800
Constructions et agencements	12 602	3 498	9 104	17 329	4 149	13 180
Matériels et outillages industriels	26 338	13 867	12 471	36 837	17 440	19 397
Autres immobilisations corporelles	16 906	2 991	13 915	22 496	3 636	18 860



<b>Total</b>	<b>60 270</b>	<b>20 356</b>	<b>39 914</b>	<b>81 462</b>	<b>25 225</b>	<b>56 236</b>
--------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

	Terrains et agencements	Constructions et agencements	Matériels outillages industriels	Autres	Immos en cours	Total
<b>Au 1er septembre 2006, valeur nette cumulée</b>	<b>4 504</b>	<b>4 643</b>	<b>10 579</b>	<b>2 437</b>	<b>6 594</b>	<b>28 754</b>
Acquisitions	35	3 863	2 408	1 157	8 021	15 484
Sorties de l'exercice	<114>	<229>	<355>	<26>	<72>	<796>
Dotations aux amortissements de l'exercice		<473>	<2 411>	<451>		<3 335>
Transfert de poste à poste		1 312	2 239	258	<4 005>	<196>
Autres mouvements						
<b>Au 31 août 2007, valeur nette cumulée</b>	<b>4 424</b>	<b>9 116</b>	<b>12 460</b>	<b>3 375</b>	<b>10 538</b>	<b>39 914</b>
Acquisitions	409	3 184	7 754	1 174	8 609	21 130
Sorties de l'exercice			-547	-101	-6	-648
Dotations aux amortissements de l'exercice		-662	-2873	-636		-4 171
Transfert de poste à poste		1 542	2 559	49	-4 150	0
Autres mouvements	-33		44			11
<b>Au 31 août 2008, valeur nette cumulée</b>	<b>4 800</b>	<b>13 180</b>	<b>19 397</b>	<b>3 861</b>	<b>14 997</b>	<b>56 236</b>

**Dont locations financements**

	2006/2007			2007/2008		
	Brut	Amort.	Net	Brut	Amort.	Net
Terrains						
Constructions	728	301	427	728	332	396
Matériels et autres immobilisations	1 730	1 390	340	7 162	566	6 596
<b>Total</b>	<b>2 458</b>	<b>1 660</b>	<b>798</b>	<b>7 890</b>	<b>898</b>	<b>6 992</b>

Les principales acquisitions corporelles concernent :

- \* Construction d'un hangar logistique 2.8 m€
- \* Contrat d'utilisation d'une machine pour fabrication de liner 2.3 m€
- \* Atelier & Presse 6 000 tonnes 10.1 m€
  - Extension Novaplast : 2 m€
  - Presse : 3 m€
  - Moules : 2.8 m€
  - Outillage et robots : 2 m€
  - Pont roulant : 0.3 m€
- \* Achats terrain 0.4 m€
- \* Centrale à béton 0.5 m€
- \* Construction en cours pour DIF 1 m€

**16. AUTRES ACTIFS NON COURANTS****16.1 Actifs financiers non courants**

	2007/2008	2006/2007
Titres de sociétés non consolidées	46	46
Dépôts et cautionnements	112	117
Prêts	23	23
Dépréciations	-23	-23
<b>Actifs financiers non courants</b>	<b>158</b>	<b>164</b>

**16.2 Autres actifs non courants**

	2007/2008	2006/2007
--	-----------	-----------

Subvention à recevoir > 1 an	30	60
<b>Actifs financiers non courants</b>	<b>30</b>	<b>60</b>

## 17. STOCKS ET ENCOURS

	2006/2007	Augmentations / Diminutions	2007 / 2008
Matières premières	5 342	233	5 575
Travaux en cours	121	-44	77
Produits finis ou semi-finis	3 651	4 085	7 736
Marchandises	9 452	-2 322	7 130
Stocks bruts	18 567	1 951	20 518
Dépréciations	-388	77	-311
Stocks nets	18 178	2 029	20 207

## 18. CREANCES CLIENTS ET AUTRES CREANCES

	2007/2008	2006/2007
Clients et comptes rattachés bruts	12 550	12 347
Dépréciation créances douteuses	-624	-547
<b>Clients et comptes rattachés nets</b>	<b>11 926</b>	<b>11 800</b>
Créances fiscales et sociales	1 697	4 078
Charges constatées d'avance	418	594
Produits à recevoir	2 107	1 225
Autres		6
Fournisseurs avance sur commande	435	796
<b>Autres créances</b>	<b>4 657</b>	<b>6 699</b>
<b>Total créances clients et autres créances nettes</b>	<b>16 584</b>	<b>18 499</b>

Les produits à recevoir sont constitués principalement de remboursement d'assurance à recevoir concernant des sinistres survenus dans le cadre de la garantie décennale.

## 19. ACTIFS FINANCIERS DE TRANSACTION ET RISQUE DU MARCHÉ

### 19.1 Actifs financiers de transactions

	2007/2008	2006/2007
Placements	1 000	8 551
Effet juste valeur		172
Dépréciation	-91	-22
<b>Placements valeur bilan</b>	<b>909</b>	<b>8 701</b>

### 19.2 Risque du marché

La société ne détient pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

### 19.3 Effet juste valeur

L'évaluation à la juste valeur avait conduit à majorer le coût historique d'un montant hors dépréciation de 172 k€ au 31 août 2007. Au 31 août 2008, ce montant a été repris soit une variation de juste valeur négative sur l'exercice de 172 k€ comptabilisé en résultat.



Pour retraite	316		25				291
Pour litige et contentieux (1)	0	233					233
<b>Total</b>	<b>316</b>	<b>233</b>	<b>25</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>524</b>

(1) il s'agit d'un litige social individuel provisionné sur la base du résultat du jugement de première instance. La partie adverse a cependant fait appel du jugement.

## 24. DETTES FINANCIERES A LONG MOYEN ET COURT TERME

### 24.1 Etats des dettes financière à long et court terme

Emprunts bancaires et crédit baux en k€	à - 1 an	de 1 à 5 ans	à + de 5 ans	Total
Desjoyaux Iberica SA (Euribor 12 mois + 0.6)	180	720	721	1 621
DIF SAS 2.85 % SG	81	348	408	837
DIF SAS 2.85 % BNP	183	581	971	1 735
Forez Piscines SG 4.40 %	196	875	1 067	2 138
Forez Piscines BNP 4.40 %	192	856	1 019	2 067
Forez Piscines BNP 2.85 %	137	589	574	1 300
Forez Piscines Coface		41		41
Forez Piscines SG 4.85 %	405	1 830	2 635	4 870
Forez Piscines SG 2,85 %	121	521	635	1 277
DPS 5,70 %	25	98	88	211
Crédit bail Forez Piscines	64	98		162
Crédit bail Forez Piscines	1 072	3 237	1 972	6 281
Crédit bail Damafor	53	59		112
Crédit bail PDSA	70	25		95
ICNE	179			179
				0
				0
<b>Total</b>	<b>2 958</b>	<b>9 878</b>	<b>10 090</b>	<b>22 926</b>

La part des dettes financières à court terme est représentée par la part à moins d'un an, soit 2 958 k€.

La part des dettes financières à long et moyen terme (non courant) est représentée par la part à plus d'un an soit 19 968 k€.

### 24.2 Détail des dettes financières long et moyen terme

	2007/2008	2006/2007
Emprunt bancaires	14 536	10 676
Emprunts liés au location financement	5 391	399
Avances conditionnées	41	41
<b>Total long terme</b>	<b>19 968</b>	<b>11 116</b>

### 24.3 Risques liés aux instruments financiers

#### 24.3.1 Risque de liquidité

Au 31/08/08, le Groupe dispose d'une trésorerie nette y compris équivalents de trésorerie de 9.15 M€ et d'actifs financiers de placement de 0.84 M€ soit un total de 10 M€.

La société ne détient pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation

#### 24.3.2 Risque de taux

Le groupe, par l'intermédiaire de sa filiale espagnole, a souscrit un emprunt, remboursable sur 120 mois à l'origine, à taux variable (EURIBOR 12 mois + 0,60 point). Au 31/08/2008, le montant restant dû en capital, au titre de cet emprunt, s'élève à 1 621K€.

Les autres emprunts mis en place par le groupe sont à taux fixe.

#### 24.3.3 Risque de change

Les facturations et les achats sont principalement effectués en euros. Le risque de change est donc peu significatif. Le Groupe n'utilise pas d'instruments financiers de couverture.

## 25. DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES COURANTES

	2007/2008	2006/2007
Fournisseurs	12 888	16 479
Dettes sociales	2 128	2 342
Dettes fiscales	1 203	1 210
Remise client à accorder	819	2 981
Divers	856	1 169
<b>Total</b>	<b>17 894</b>	<b>24 180</b>

## 26. ENGAGEMENTS HORS BILAN

### 26.1 Cautions données

En milliers d'euros	31/08/2007		31/08/2008	
	Montant de la dette garantie	Valeur nette de l'immo	Montant de la dette garantie	Valeur nette de l'immo
Hypothèques (1)	1 792	2 706	1 621	2 706
Cautions et garanties				
<b>Total</b>	<b>1 792</b>	<b>2 706</b>	<b>1 621</b>	<b>2 706</b>

(1) Il s'agit d'une hypothèque donnée lors de l'achat du terrain de notre filiale DISA.

### 26.2 Contrats de locations

#### 26.2.1 Contrats de location financement

Les paiements futurs (capital et intérêts) au 31 août 2008 sont les suivants :

	- 1 an	De 1 à 5 ans	+ 5 ans	Total
Terrains				
Constructions	50	73		123
Autres immobilisations	1 100	4 351	1 626	7 077
<b>Total</b>	<b>1 150</b>	<b>4 424</b>	<b>1 626</b>	<b>7 200</b>

#### 26.2.2 Contrats de locations simples

Les paiements futurs minimaux sont les suivants (ces engagements recensés concernent uniquement les locations immobilières) :

	<1 an	1 et 5 ans	> 5 ans	Total
DPL	113	452	244	809
DP77	36	144	144	324
DPC	14	55	22	91
DP31	33	74		107
FP	49	194	12	255
DPG	19	46		65
DISA	140	111		251
<b>Total</b>	<b>404</b>	<b>1076</b>	<b>422</b>	<b>1902</b>

## 27. PARTIES LIEES

Au titre de la période il a été versé :

- \* un dividende de 1 175 k€ à la S.A.S. DEFI (société contrôlant Piscine Desjoyaux S.A.) ;
  - \* une rémunération brute de 89 k€ pour Monsieur Jean-Louis Desjoyaux (P.D.G) ;
  - \* une rémunération brute de 63 k€ pour Madame Catherine Jandros (D.G.D).
- \* concernant les dirigeants, il n'existe pas d'engagement concernant des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi.

## 28. AUTRES INFORMATIONS

### 28.1 Passifs éventuels

A notre connaissance, il n'existe pas d'autres passifs pouvant avoir ou avoir eu, dans le passé récent, une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière et le patrimoine de la société Desjoyaux et de ses filiales.

### 28.2 Evénements postérieurs à la clôture

A notre connaissance, il n'est pas intervenu depuis le 31 août 2008 d'évènement susceptible d'avoir une influence notable sur les comptes du groupe. Les perspectives d'activité 2008 2009 du Groupe seront à n'en pas douté impactées par le ralentissement économique actuel. La proportion pour laquelle le groupe subira cette baisse ne peut être cependant évaluée avec précision. Le groupe s'est par ailleurs engagé dans une démarche systématique de réduction de ces charges de structure.

## 29. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES

Nom des sociétés	% de contrôle	% intérêt	méthode de consolidation
Piscines Desjoyaux SA - La Gouyonnière - 42 480 La Fouillouse	100 %	100 %	Société Mère
<b>France</b>			
Forez piscines. La Gouyonnière - 42480 La Fouillouse	99.3 %	99.3 %	INTEGRATION GLOBALE
Damafor. ZI du bas Rollet - 42480 La Fouillouse	100 %	99.3 %	INTEGRATION GLOBALE
VIP. La Gouyonnière - 42480 La Fouillouse	96 %	96 %	INTEGRATION GLOBALE
<b>Desjoyaux Bâtiment. La Gouyonniere - 42480 La Fouillouse</b>			
DIF. La Gouyonniere - 42 480 La Fouillouse	99.75 %	99.75 %	INTEGRATION GLOBALE
SCI Capucines. la Gouyonnière - 42480 La Fouillouse	100%	99.75 %	INTEGRATION GLOBALE
DP 78. 26 route de Mantes - 78240 Chambourcy	100 %	95 %	INTEGRATION GLOBALE
DP 95. 1 rue des aubépines - 95520 OSNY	100 %	95 %	INTEGRATION GLOBALE
DPS. La Gouyonnière - 42 480 La Fouillouse	99.99 %	94.99 %	INTEGRATION GLOBALE
DPL. 1 Ch Jean-Marie Vianney - 69130 Ecully	99.5 %	94.525 %	INTEGRATION GLOBALE
DPN. 4 rue Antares - 44 470 Carquefou	99.5 %	94.525 %	INTEGRATION GLOBALE
DPF. La Gouyonnière - 42 480 La Fouillouse	95 %	95 %	INTEGRATION GLOBALE
DPC. Le Grand Clos Extension - 14320 St André sur Orne	99.5 %	94.525 %	INTEGRATION GLOBALE
DP 77. Route nationale 19 - 77170 Servon	99.5 %	94.525 %	INTEGRATION GLOBALE
DP 59, La Gouyonnière, 42 480 La Fouillouse	99,5 %	94,525 %	INTEGRATION GLOBALE
DP 31. La Gouyonnière - 42480 La Fouillouse	99.5 %	94.525 %	INTEGRATION GLOBALE
<b>International</b>			
DISA. c/Trepadella n°8-9 – Poligono industrial castelbisbal sud 08755 Castellbisbal Barcelona	100 %	99.3 %	INTEGRATION GLOBALE
DPB Edificio forum local n°1 08 190 San Lugat del valles	100 %	99.3 %	INTEGRATION GLOBALE
DPG Ctra de Torrelaguna Km3 19171 Cabanillas del Campo Guadalajara	100 %	99.3%	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Deutschland GMBH. Beethoven Strasse 8-10 60325 Frankfurt an main	100 %	99.3 %	INTEGRATION GLOBALE

**1. Rapport de l'un des Commissaires aux Comptes sur les Comptes consolidés - Exercice clos le 31 août 2008**

Mesdames, Messieurs, les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société PISCINES DESJOYAUX S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 août 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**Opinion sur les comptes consolidés**

*Opinion de Michel TAMET et Associés*

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

*Opinion d'ALIAN-TIS (Voir rapport ci-après).*

**2- Justification de nos appréciations**

En application des dispositions visées à l'article L 823-9, 2ième alinéa, du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Dans le cadre de notre appréciation des provisions, nous avons vérifié la justification des éléments retenus pour leur évaluation et leur comptabilisation à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

**3- Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Saint-Etienne, le 30 décembre 2008  
L'un des Commissaires aux Comptes  
**Michel Tamet et Associés**  
**Didier Berger**

**2. Rapport de l'un des Commissaires aux Comptes sur les Comptes consolidés - Exercice clos le 31 août 2008**

Mesdames, Messieurs, les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société PISCINES DESJOYAUX S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 août 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Dans le cadre de nos travaux d'audit portant sur l'évaluation et la justification des valeurs comptabilisées à l'actif du bilan consolidé, respectivement dans les rubriques « Ecart d'acquisition nets » pour 1.109 K€ et « Immobilisations incorporelles nettes » pour 849 K€ (fonds de commerce), nous n'avons pas pu mettre en oeuvre toutes les procédures nécessaires pour fonder notre opinion sur les comptes. A ce titre, nous n'avons pas pu nous assurer de la cohérence et de la fiabilité des hypothèses et des modalités retenues par la Direction Générale pour la réalisation des tests de perte de valeur relatifs à ces actifs immobilisés, tels que prévus par la norme IAS 36 du référentiel IFRS. L'annexe aux comptes consolidés ne mentionne pas les hypothèses relatives aux taux de croissance annuels retenus dans les prévisionnels d'activité établis sur cinq ans et si ces valeurs reflètent ou non l'expérience passée ou sont cohérentes avec des sources d'information externe, conformément à ce que stipule la norme IAS 36.

En raison des faits exposés ci-dessus, nous ne sommes pas en mesure de certifier si les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

**2- Justification de nos appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous indiquons que nous avons exposé, dans la première partie de ce rapport, les éléments qui ont conduit à considérer que nous n'étions pas en mesure de certifier si les comptes consolidés étaient, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne, réguliers et sincères et donnaient une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

**3- Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. La sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport de gestion du groupe appellent de notre part les mêmes constatations que celles-formulées ci-dessus.

Saint-Etienne, le 30 décembre 2008  
L'un des Commissaires aux Comptes  
**Aliantis**  
**Bernard Russier**

**BILAN PISCINES DESJOYAUX SA**

ACTIF	MONTANT AU 31/08/08			EXERCICE
	BRUT	AMORT ET DEPREC	NET	31/08/07
<b>Actif immobilisé</b>				
Immobilisations incorporelles	7 407 544	5 336 352	2 071 192	610 327
Immobilisations corporelles	1 047 263	575 605	471 658	1 434 640
Immobilisations financières	37 014 545	2 751 489	34 263 056	20 863 692
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>45 469 352</b>	<b>8 663 446</b>	<b>36 805 906</b>	<b>22 908 659</b>
<b>Actif circulant</b>				
Stocks en cours				
Avances et acomptes versés sur cdes				
Clients et comptes rattachés	4 329 628	0	4 329 628	3 180 578
Autres créances	3 991 722	0	3 991 722	4 989 422
Trésorerie	3 294 920	102 543	3 192 377	13 551 895
Charges constatées d'avance	137 234	0	137 234	355 908
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>11 753 504</b>	<b>102 543</b>	<b>11 650 961</b>	<b>22 077 803</b>
Comptes de régularisation				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>57 222 856</b>	<b>8 765 989</b>	<b>48 456 867</b>	<b>44 986 462</b>

PASSIF	EXERCICE 31/08/08	EXERCICE 31/08/07
<b>Capitaux propres</b>		
Capital social	6 940 520	6 940 520
Primes d'émission	1 180 585	1 180 585
Réserve légale	694 053	694 053
Autres réserves	28 656 958	22 857 067
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	9 291 252	10 292 135
Provisions réglementées	72 119	144 511
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>46 835 486</b>	<b>42 108 871</b>
<b>Dettes</b>		
Dettes financières	470 372	628 719
Avances et acompt. reçus sur cdes en cours		
Dettes fournisseurs, et comptes rattachés	481 534	817 723
Dettes fiscales et sociales	630 670	1 404 454
Autres dettes	38 805	26 695
Produits constatés d'avance	0	0
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>1 621 381</b>	<b>2 877 591</b>
Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>48 456 867</b>	<b>44 986 462</b>

**COMPTE DE RESULTAT PISCINES DESJOYAUX SA**



	<b>EXERCICE 31/08/08</b>	<b>EXERCICE 31/08/07</b>
Chiffre d'affaires net	5 018 845	4 985 195
Production immobilisée	17 784	27 360
Reprises sur amort/dépréciations, transferts		23 328
Autres produits	518 327	518 327
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>5 554 955</b>	<b>5 554 210</b>
Coût d'achats des marchandises		
Consommation de mat premières		
Achats externes	3 728 210	3 659 830
Impôts et taxes	90 605	90 925
Charges de personnel	1 192 425	1 110 935
Dotations aux amort/dépréciation	608 250	523 086
Autres charges	81 293	5 813
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>5 700 783</b>	<b>5 390 589</b>
Résultat d'exploitation	- 145 828	163 621
Produits financiers de participations	10 573 773	8 937 000
Autres intérêts et produits assimilés	74 238	967 724
Reprises dépréciations et transferts de charges	23 285	105 450
Produits nets sur cessions de VMP	350 023	775 160
<b>Total des produits financiers</b>	<b>11 021 319</b>	<b>10 785 334</b>
Charges financières	82 848	45 980
Dotations aux amort/dépréciations	1 046 233	21 845
<b>Total des charges financières</b>	<b>1 129 081</b>	<b>67 825</b>
RESULTAT FINANCIER	9 892 238	10 717 509
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	9 746 410	10 881 130
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	2 723	21 349
Sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et transferts	115 908	44 257
<b>Total produits exceptionnels</b>	<b>118 631</b>	<b>65 606</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	58 466	211 556
Sur opérations en capital	77	
Dotations aux amort/dépréciations	43 516	109 880
<b>Total charges exceptionnelles</b>	<b>102 060</b>	<b>321 436</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>16 571</b>	<b>- 255 830</b>
Participations des salariés	74 801	64 393
Impôts sur les bénéfices	396 928	268 770
<b>BENEFICE</b>	<b>9 291 252</b>	<b>10 292 136</b>

### PISCINES DESJOYAUX S.A. Annexe

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :- continuité de l'exploitation,- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,  
- indépendance des exercices.  
et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

A la date d'établissement des comptes, il n'existe pas de faits caractéristiques postérieurs à la clôture.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Les éléments corporels sont évalués à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, ou à leur coût de production).
  - Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.
- Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

POSTES	DUREE	MODE
Immobilisations incorporelles	3,4,5 et 10 ans	Linéaire
Agencements des constructions	10 ans	Linéaire
Agencements et aménagements divers	10 ans	Linéaire
Mobilier	10 ans	Linéaire
Matériel de bureau	3 et 5 ans	Linéaire
Matériel de transport	5 ans	Linéaire

Les titres de participation ainsi que les titres de placement et les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lesquels ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode FIFO. Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition. Cette valeur d'utilité est déterminée par référence à des prix de transactions actuelles et aux perspectives de résultats futurs de ces immobilisations financières.

Les créances et les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux, calculés avec les coefficients admis, et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

La contrepartie des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat dans les charges exceptionnelles au poste "dotations aux provisions réglementées - amortissements dérogatoires".

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité.

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

#### Faits marquants de l'exercice :

NEANT

### TABLEAU DES IMMOBILISATIONS (en K€)

	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions: créations, virements	Diminution : cessions ou hors service	Valeur brute des immob. en fin d'exercice
Frais d'établissement et de recherche				
Autres immobilisations incorporelles	5 631	1 752	48	7 335
Aut.immob.incorpor. en cours	871	9	807	73
Install. agenc. des constructions	49			49
Autres (Instal. Gales Agencé Aménag)	219	19		238
Matériel de transport	120			120
Matériel de bureau info. Mobilier	581	113	53	641
Immobilisations corporelles en cours	84		84	
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>1 053</b>	<b>132</b>	<b>137</b>	<b>1 048</b>
Autres participations	22 554	14 461		37 015
Prêts et aut. Immobilisations financières				
<b>Total des immobilisations financières</b>	<b>22 554</b>	<b>14 461</b>		<b>37 015</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>30 109</b>	<b>16 354</b>	<b>992</b>	<b>45 471</b>

### TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

	Montant des amortissements Début exercice	Augmentation: dota tions de l'exercice	Diminution : sorties actif et reprises	Montants des amortissements fin d'exercice
Frais d'établissement et de recherche				
Immobilisations incorporelles	5 021	363	48	5 336
Install. agenc. des constructions	49			49
Autres corpor.	Instal. Générales	53	22	75
	Matériel transport	76	18	94
	Bureau informatique Mobilier	311	99	52
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>489</b>	<b>139</b>	<b>52</b>	<b>576</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>5 510</b>	<b>502</b>	<b>100</b>	<b>5 912</b>

**TABLEAU DES DEPRECIATIONS SUR IMMOBILISATIONS (en K€)**

	Montant au début de l'exercice	Augmentation : Dotations de l'exercice	Diminution : reprises de l'exercice	Montants à la fin de l'exercice	
Sur immobilisations	Incorporelles	107	17	108	16
	Corporelles	38	27	8	57
	Titres de placement	1 269	68		1 337
	Autres immos. fin.	421	993		1 414
<b>TOTAUX</b>	<b>1 835</b>	<b>1 105</b>	<b>116</b>	<b>2 824</b>	

**Immobilisations incorporelles (en K€)**

Eléments	Origine de Propriété	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Taux Amortissem. cumulé
Brevets	Apport	2 973	10 %	0	100
Logiciels	Acquisition	2 614	14,33%, 33,33% et 100%	1 606	61
Marques	Apport	76		76	
Autres	Acquisition	1 672	20 à 50%	316	19
Immos incorp. en cours					
<b>TOTAL</b>		<b>7 335</b>		<b>1 998</b>	

**Echéances des créances (en K€)**

Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à participations	33 448	1 524	31 924
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Autres créances clients	4 330	4 330	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée et impôts	990	990	
Groupe et associés	3 007	3 003	4
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	137	137	
<b>TOTAUX</b>	<b>41 912</b>	<b>9 984</b>	<b>31 928</b>

Les créances rattachées sont des avances en comptes courants au profit de diverses filiales rémunérées au taux d'intérêt autorisé par l'administration fiscale.

#### Valeurs mobilières de placement

	Montant à l'ouverture de l'exercice			Montant à la clôture de l'exercice		
	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Fractions du portefeuille évaluées Au cours de bourse :						
Actions propres						
SICAV / FCP (vendues)						
SICAV / FCP (non vendues à la clôture)	13 527	13 492	13 719	3 127	3 024	3 024

Une dépréciation est constituée quand les valeurs sont inférieures au coût d'acquisition.

Les charges constatées d'avance se décomposent de la façon suivante (en K€) :

Nature	Montant 31/08/08	Montant 31/08/07
Charges d'exploitation	137	356
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
<b>TOTAUX</b>	<b>137</b>	<b>356</b>

Les produits à recevoir sont repris dans le tableau ci-dessous (en K€) :

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	Montant 31/08/08	Montant 31/08/07
<b>Immobilisations financières</b>		
Autres immobilis. financières		
<b>Créances</b>		
Clients et comptes rattachés	1 632	1 590
Divers		100
<b>Valeurs mobilières de placement</b>		
<b>Disponibilités</b>		
<b>TOTAUX</b>	<b>1 632</b>	<b>1 690</b>

#### Capital social

Catégorie	Au début	Augmentation	Diminution	A la clôture
Nombre d'actions	2 246 123			2 246 123
Valeur nominale	3,09			3,09
<b>Capital</b>	<b>6 940 520</b>			<b>6 940 520</b>

#### Dépréciations (en K€)

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentat. : dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Amortissements dérogatoires	145	44	116	72
Titres de participations	1 269	68		1 337

Sur autres immo. finan.	421	993		1 414
Sur comptes clients				
Aut. prov. pour dépréciation	35	91	23	103
<b>TOTAUX</b>	<b>1 870</b>	<b>1 196</b>	<b>139</b>	<b>2 926</b>

**Echéances des dettes (en K€)**

Etat des dettes	Montant Brut	A un an au plus	Entre 1 & 5 ans	A plus de 5 ans
E & D auprès (à 2 ans max.)				
Emprunts et dettes financières	316	316		
Fournisseurs et comptes rattachés	482	482		
Personnel et comptes rattachés	111	111		
Sécurité sociale et autres organismes	57	57		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	428	428		
Autres impôts, taxes et assimilés	35	35		
Groupe et associés	154	146	8	
Autres dettes	39	39		
<b>TOTAUX</b>	<b>1 622</b>	<b>1 614</b>	<b>8</b>	

**Charges à payer (en K€)**

Charges à payer incluses dans les postes du bilan	Montant 31/08/08	Montant 31/08/07
E & D auprès des Etablissements de crédit		
Fournisseurs et comptes rattachés	284	154
Personnel et comptes rattachés	80	98
Sécurité sociale et autres organismes	9	15
Etat et autres collectivités publiques	25	26
Autres dettes	34	27
<b>TOTAUX</b>	<b>432</b>	<b>320</b>

**INFORMATIONS SUR LES POSTES DE BILAN ET DE RESULTAT, CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS (en K€)**

Natures	Entreprises liées	Lien de Participation
<b>Immobilisations financières</b>		
Participations	3 547	
Créances rattachées à des participations	33 448	
Prêts		
Autres		
<b>Créances</b>		
Créances clients et comptes rattachés	4 329	
Autres créances		
<b>Passif</b>		
Autres dettes financières	137	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16	
Autres dettes		

<b>Eléments financiers</b>		
Produits de participation	8 859	
Autres produits financiers	1 715	
Charges financières	56	

**Engagements de retraite :**

Les engagements pris en matière de retraite s'élèvent à 40 263 Euros et n'ont pas donné lieu à constatation d'une provision. Le taux d'actualisation est de 5.80 %.

Le calcul de l'indemnité de départ à la retraite tient compte des éléments suivants :

- salaire actuel
- nombre d'années d'ancienneté actuel
- nombre d'années d'ancienneté à la date de départ
- turn-over
- probabilité de survie
- Conformément aux normes IFRS, les engagements de retraite ont été actualisés et provisionnés dans les comptes consolidés.

**Engagements reçus :**

- clause de retour à meilleure fortune VIP : 243 918 Euros

**Engagements donnés :**

- Piscines Desjoyaux s'est portée caution pour deux prêts concernant la société D.I.F. d'un montant de 5 000 K€
  - Piscines Desjoyaux s'est portée caution pour trois prêts concernant la société Forez Piscines d'un montant de 9 500 K€
- Les droits acquis par les salariés au titre du droit individuel de formation s'élèvent à 501 heures

**Accroissements et allègements de la dette future d'impôts latents (en K€)**

<b>Nature</b>	<b>Montants</b>
<b>Impositions latentes (passif)</b>	
1- Décalages imposables au taux de droit commun :	
* Provisions réglementées à réintégrer (amort. dérog.)	25
2- Charges déduites	0
<b>TOTAL 1</b>	<b>25</b>
<b>Allègements d'impôts latents (actif)</b>	
3- Décalages taxables au taux de droit commun :	
* Organic 2008	2
* Participation 2008	21
* Produits financiers latents	0
4- Décalages taxables à un taux réduit :	
* Moins value à long terme intégration fiscale	
<b>TOTAL 2</b>	<b>23</b>
<b>SOLDE NET PASSIF</b>	<b>2</b>

**Nous détaillons ci-après le chiffre d'affaires (en K€)**

<b>Rubriques</b>	<b>Montants au 31/08/08</b>	<b>Montants au 31/08/07</b>
Prestations de service	5 019	4 985
Autres		
<b>TOTAL</b>	<b>5 019</b>	<b>4 985</b>

Les prestations de services correspondent aux refacturations de frais aux diverses sociétés du groupe.

**Nous analysons l'effectif moyen**

<b>Rubriques</b>	<b>Effectif moyen Salarié</b>	
	<b>31/08/08</b>	<b>31/08/07</b>
1 – Cadres	9	10

2 – Employés	4	5
<b>TOTAUX</b>	<b>13</b>	<b>15</b>

**Rémunération des dirigeants**- Membres des organes de direction : 152 321 euros

**Ventilation de l'impôt sur les bénéfices (en K€)**

Nature de résultat	Exercice clos le : 31/08/08			31/08/07
	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat après impôt	Résultat ; après impôt
1 - Résultat courant	9 746	340	9 406	10 226
2 - Résultat exceptionnel à court terme	17	6	11	- 168
3 - Résultat exceptionnel à long terme				
4 – Participations des salariés	- 75	- 22	- 53	- 35
5 – Créances d'impôt		75	- 75	268
6- Application règlement sur les actifs				
<b>TOTAUX</b>	<b>9 688</b>	<b>399</b>	<b>9 289</b>	<b>10 291</b>

A compter du 01/09/93 la société a opté pour le régime du bénéfice intégré. Le périmètre d'intégration est le suivant :

- Piscines Desjoyaux SA (tête du groupe)

- Forez Piscines SA

- Desjoyaux SARL

Deux filiales ont opté à compter du 01/09/00, il s'agit de :

- DA.MA.FOR EURL

- VIP SARL

Quatre filiales ont opté à compter du 01/09/04, il s'agit de :

- Desjoyaux Piscines France (DPF)

- Desjoyaux immobilière France (DIF)

- Desjoyaux Piscines 78 (DP78)

- Desjoyaux Piscines 95 (DP95)

Trois filiales ont opté à compter du 01/09/05, il s'agit de :

- Desjoyaux Piscines Saint-Etienne (DPS)

- Desjoyaux Piscines Lyon (DPL)

- Desjoyaux Piscines Nantes (DPN)

Deux filiales ont opté à compter du 01/09/07, il s'agit de :

- Desjoyaux Piscines 77

- Desjoyaux Piscines 59

L'impôt est comptabilisé dans chaque société comme si elle était redevable de l'impôt de manière indépendante, le résultat de cette intégration est reventilé au niveau de chaque société concernée. L'accord de participation auquel adhère la société prévoit de retenir le calcul le plus intéressant entre la participation sur les comptes consolidés, et l'addition des participations de chaque société du groupe. Au 31/08/08, seul le résultat de Forez Piscines donne droit à une participation qui a été répartie sur chaque société à hauteur des salaires y ouvrant droit.

**TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS (en K€)**

	FOREZ Piscines	VIP	DESJOYAUX SARL	D.P.F.	D.I.F.	TOTAUX
<b>FILIALES 50%</b>						
Capital social	170	8	73	40	40	331
Capitaux propres avant affectation	20 007	- 530	391	- 925	- 2	18 491
% detenu	99,40	96,00	99,60	95,00	99,75	
Valeur comptable des titres détenus (brute)	1 792	7	1 670	38	40	3 547
Valeur comptable des titres détenus (nette)	1 792	0	389	0	40	2 221
Prêts et avances consentis et non remboursés	31 971	1 092		2 648	726	36 437
Montant cautions et avals donnés par la Sté	9 500				5 000	14 500
Chiffres d'affaire HT de l'exercice	86 140	307	55		115	86 617
Résultat bénéfice ou perte de l'exercice	5 398	- 109	- 30	- 1 029	- 16	4 214
Dividendes encaissés par la Sté au cours de l'exercice	8 440					8 440

**TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE en K€**

<b>RESULTAT NET</b>	<b>9 291</b>
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :	
Amortissements et dépréciations	1 385
Plus-values de cession nettes d'impôt	
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	10 676
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 1 026
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>9 650</b>
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement :	
Acquisition d'immobilisations incorporelles	- 905
Acquisition d'immobilisations corporelles	6
Acquisition d'immobilisations financières	- 14 461
Cession d'immobilisations nettes d'impôt	
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>-15 360</b>
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :	
Dividendes versés aux actionnaires	- 4 492
Augmentation des dettes financières	
Remboursement des dettes financières	- 17
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>-4 509</b>
<b>Variations de trésorerie</b>	<b>-10 219</b>
<b>Trésorerie d'ouverture</b>	<b>13 411</b>
<b>Trésorerie de clôture</b>	<b>3 192</b>

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES****Comptes annuels – Exercice clos le 31 août 2008**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31.08.2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société PISCINES DESJOYAUX S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification des appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**1. Opinion sur les comptes annuels.**

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**2. Justification des appréciations.**

En application des dispositions de l'article L 823-9, 1er alinéa, du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous nous sommes assurés de la correcte détermination et de la justification des produits de participation comptabilisés à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

**3. Vérifications et informations spécifiques.**

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.



Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité, et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels. Conformément à l'article R 823.7 du code de commerce, nous attestons l'exactitude et la sincérité des informations publiées dans le rapport de gestion en application de l'article L 225-102-1 du code de commerce relatif, d'une part à la rémunération totale et aux avantages de toute nature versés, durant l'exercice, à chaque mandataire social, et d'autre part aux engagements pris en leurs faveurs en matière de prise, changement ou cessation des fonctions. En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Saint-Etienne, le 30 décembre 2008  
Les Commissaires aux Comptes

**Aliantis**  
Bernard Russier

**Michel Tamet et Associés**  
Didier Berger

## Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

### Exercice clos le 31 août 2008

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

#### 1. Rapport spécial prévu à l'article L225-40 du Code de commerce

##### *Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice*

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention et engagements conclus au cours de l'exercice et visée à l'article L225-38 du Code de commerce.

##### *Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice*

Par ailleurs, en application de la partie réglementaire du code du commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Ces conventions et engagements sont présentés dans le tableau I « Conventions et engagements antérieurement approuvés » du présent rapport.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### Rapport spécial prévu à l'article L225-42 du Code de commerce

Nous vous présentons également notre rapport sur les conventions et engagements visés à l'article L225-42 du Code de commerce.

En application de l'article L225-240 de ce Code, nous vous signalons que ces conventions et engagements n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il nous appartient, sur la base des informations qui nous ont été données, de vous communiquer les caractéristiques et les modalités essentielles de ces conventions et engagements, ainsi que les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Les conventions et engagements suivants n'ont pu être autorisés préalablement par votre conseil d'administration, du fait que tous les administrateurs présents lors du conseil étaient concernés. Par conséquent et conformément à l'interdiction légale prévue dans ce cas, ces derniers ne pouvaient pas participer au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions et engagements sont présentés dans le tableau II « Description des conventions et engagements relevant de l'article L225-42 du Code de commerce » du présent rapport.

Les personnes concernées par ces conventions et engagements figurent dans le tableau III « Personnes concernées par les conventions et engagements relevant de l'article L225-42 du Code de commerce ».

Saint Etienne, le 30 décembre 2008  
Les Commissaires aux comptes

**Aliantis**  
Bernard Russier

**Michel Tamet et Associés**  
Didier Berger

### TABLEAUX I : CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS ANTERIEUREMENT APPROUVES :

SOCIETES CONCERNEES	NATURE, OBJET, MODALITES DES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS	MONTANTS
------------------------	--	----------

DIF S.A.S.	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	1 000 000 Euros
DIF S.A.S.	Caution en garantie d'emprunt BNP	2 000 000 Euros
FOREZ PISCINES S.A	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	2 250 000 Euros
FOREZ PISCINES S.A.	Caution en garantie d'emprunt BNP	3 750 000 Euros

<b>SOCIETES CONCERNEES</b>	<b>NATURE, OBJET, MODALITES DES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS</b>	<b>MONTANTS COMPTABILISES</b>
FOREZ PISCINES S.A.	Location des locaux à la Fouillouse au lieu dit « La Gouyonnière »	36 192 Euros (charges)
FOREZ PISCINES S.A.	Redevance pour la concession exclusive de brevets et marques.	518 327 Euros (produits)

**TABLEAUX II : DESCRIPTION DES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS relevant de l'article L.225-42 du Code de Commerce :**

<b>SOCIETE CONCERNEE</b>	<b>NATURE, OBJET, MODALITES DES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS</b>	<b>MONTANTS</b>
FOREZ PISCINES S.A.	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	5 000 000 Euros

**TABLEAU III : PERSONNES CONCERNEES PAR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS relevant de l'article L.225-42 du Code de Commerce :**

<b>PERSONNES</b>	<b>PISCINES DESJOYAUX S.A.</b>	<b>FOREZ PISCINES S.A.</b>
Jean-Louis Desjoyaux	Président directeur général	Président directeur général
Catherine Jandros	Directeur général délégué Administrateur	Directeur général délégué Administrateur